INSTITUT C.D. HOWE

RAPPORT ANNUEL 2015

L'ORGANISME DE RECHERCHE LE PLUS PRIMÉ AU CANADA

INSTITUT
C.D. HOWE
INSTITUTE

Institut C.D. Howe
Publications primées

Prix Purvis 2014
Association canadienne d'économique

Tax Policy for a New Era: Promoting Economic Growth and Fairness

Par **Kevin Milligan**

Prix Purvis 2012
Association canadienne d'économique

Toward Improving Canada's Skilled Immigration Policy: An Evaluation Approach

Par **Alan G. Green, Charles M. Beach** et **Christopher Worswick**

2012 John Hanson Memorial Award
Actuarial Foundation, États-Unis

Legal for Life: Why Canadians Need a Lifetime Retirement Saving Limit

Par **James Pierlot** et **Faisal Siddiqi**

Prix Purvis 2010
Association canadienne d'économique

Once on the Lips, Forever on the Hips: A Benefit-Cost Analysis of Fiscal Stimulus in OECD Countries

Par **Bev Dahlby**

Prix Donner 2004
Fondation canadienne Donner

Two Percent Target: The Context, Theory, and Practice of Canadian Monetary Policy since 1991

Par **David E.W. Laidler** et **William B.P. Robson**

Prix Purvis 2002
Association canadienne d'économique

Most Favored Nation: Building a Framework for Smart Economic Policy

Par **Jack M. Mintz**

2001 Policy Research Initiative Award
Gouvernement du Canada

Will the Baby Boomers Bust the Health Budget? Demographic Change and Health Care Financing Reform

Par **William B.P. Robson**

Prix Purvis 1995
Association canadienne d'économique

Social Canada in the Millenium

Par **Thomas J. Courchene**

Prix Purvis 1994
Association canadienne d'économique

The Great Canadian Disinflation: the Economics and Politics of Monetary Policy in Canada, 1988–93

Par **David E.W. Laidler** et **William B.P. Robson**

Notre mission

L'Institut C. D. Howe est un organisme de bienfaisance à vocation éducative dont la mission consiste à élever le niveau de vie en favorisant l'adoption de politiques publiques saines sur le plan économique. L'Institut est une source indispensable de savoir en matière de politiques au Canada; il se distingue par sa recherche non partisane, fondée sur des preuves et revue systématiquement par un groupe d'experts. Nombreux sont ceux qui le considèrent comme le plus influent centre de recherche au Canada.

Le conseil d'administration en 2015

Président

Hugh L. MacKinnon
Président et directeur général, Bennett Jones LLP

Vice-président

Brian M. Levitt, O.C.
Co-président, Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Président-directeur général

William B.P. Robson
Institut C.D. Howe

Administrateurs

Elyse Allan, O.C.
Présidente-directrice générale, GE Canada inc.

Charles Brindamour
Chef de la direction, Intact Corporation financière

Scott Burns
Président du conseil, BURNCO Group of Companies

Dianne Craig
Présidente et chef de la direction, Ford du Canada Limitée

Hélène Desmarais, C.M.
Présidente du conseil et chef de la direction, Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal

Victor G. Dodig
Président et chef de la direction, Banque Canadienne Impériale de Commerce

N. Murray Edwards
Président, Edco Financial Holdings Ltd.

Sheldon Elman, M.D.
Président et chef de la direction, Medisys Health Group Inc.

Blake C. Goldring, M.S.M., CFA
Président du conseil et président-directeur général, AGF Management Ltd.

Bruce Gordon
Président, Standard Life Trust

Paul J. Hill
Président du conseil, président et chef de la direction, Harvard Developments Inc., A Hill Company

Dallas Howe
Président du conseil d'administration, Potash Corporation of Saskatchewan Inc.

Thomas Jenkins, O.C.
Président, OpenText Corporation

Brian K. Johnston, CPA, CA
Chef de l'exploitation, Mattamy Homes

Richard Legault, CPA, CA
Associé directeur principal et président exécutif, Brookfield BRP Canada Corp

Jeffrey Lozon, C.M.
Chef de la direction, Lozon Associates

Ronald P. Mathison
Président-directeur général, Matco Investments Ltd.

Al Monaco
Président-directeur général, Enbridge Inc.

Heather Munroe Blum
Présidente du conseil, Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Gilles G. Ouellette
Chef de groupe, BMO Gestion de patrimoine, BMO Groupe financier

Steve Parker
Président et chef de la direction, The CCL Group

Aaron W. Regent
Fondateur et associé directeur, Magris Resources Inc.

Donald S. Reimer
Président du conseil et chef de la direction, Reimer Express World Corp.

Stephen Smith
Président et chef de la direction, First National Financial LP

Catherine Swift

Jonathan Tétrault
Directeur, McKinsey and Company Canada

William B. Thomas, FCPA, FCA
Chef de la direction et associé principal, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Leonard Waverman
Doyen, DeGroote School of Business, Université McMaster

Alfred G. Wirth
Président et directeur des investissements, HNW Management Inc.

2015 EN CHIFFRES

66
études et rapports largement cités

73
Activités exclusives sur les politiques

stimulant les débats

8 233
Citations dans les médias au Canada, soit une **augmentation de 62 %** par rapport à 2014

Information sur les politiques

191 entrevues

90 lettres d'opinion dans les grands quotidiens

39 présentations d'information sur les politiques à des influenceurs et des décideurs

Le groupe de réflexion le plus souvent cité dans le ***Globe and Mail*** et le ***National Post***, les deux quotidiens nationaux du Canada

Source privilégiée de politiques

518
Citations pendant le 41e Parlement du Canada

413 305
Vues de pages Web, soit une **augmentation de 23 %** par rapport à 2014

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Hugh L. MacKinnon
Président du conseil,
Institut C.D. Howe

L'Institut C.D. Howe continue à se distinguer grâce à des analyses réellement indépendantes, fondées sur les faits, des enjeux qui définissent l'avenir du Canada. La quête incessante de travaux impartiaux de qualité est inégalée. Par conséquent, l'Institut représente un tour de force dans les principaux cercles de décision du Canada, car il peut travailler avec des décideurs politiques de toutes les couleurs politiques.

En tant que président du conseil d'administration je contribue à surveiller la gouvernance de l'Institut au nom de ses principaux intervenants, à savoir les personnes, associations, sociétés, établissements d'études postsecondaires et fondations qui font des dons si généreux pour appuyer notre travail sur les politiques.

Comme l'indique le présent rapport, l'Institut a fait des contributions d'une variété impressionnante au discours public canadien en 2015, avec la tenue de 73 activités sur les politiques, un nombre record, et la publication de 66 études de recherche.

Au nom du conseil d'administration, je remercie Bill Robson, le président-directeur de l'Institut, pour sa direction indéfectible, et Duncan Munn, qui veille à ce que l'Institut, en dépit du fait qu'il est relativement sous-financé par rapport à ses concurrents, continue d'avoir une influence importante par rapport à sa taille. Nous remercions également l'équipe de recherche extraordinaire, les chercheurs et le personnel de l'Institut pour une nouvelle année de réalisations exceptionnelles.

J'ai le plaisir de reconnaître Dallas Howe, Steve Parker, Catherine Swift et Jonathan Tétrault, qui ont quitté le conseil d'administration en 2015; je les remercie pour leurs précieux services. En 2015, nous avons été ravis de souhaiter la bienvenue à Brian Johnston, Heather Munroe-Blum et Ronald P. Mathison au sein du conseil d'administration.

Pour terminer, nous rendons hommage aux membres et aux amis de l'Institut. C'est votre engagement à bâtir un meilleur Canada qui rend possible le travail de l'Institut. Chaque dollar recueilli permet à nos chercheurs de réagir de façon décisive aux enjeux les plus pressants auxquels fait face le Canada. Merci.

« Chaque dollar recueilli permet à nos chercheurs de réagir de façon décisive aux enjeux les plus pressants auxquels fait face le Canada. Merci. »

Mot du président-directeur général

Au fur et à mesure que l'Institut C.D. Howe œuvre pour améliorer les possibilités économiques pour les Canadiens grâce à de meilleures politiques publiques, la qualité de sa recherche et son association avec d'éminents penseurs constituent des atouts essentiels. L'année 2015 s'est avérée exceptionnelle sur les deux fronts.

Kevin Milligan, chargé de recherche invité, a été lauréat du prix commémoratif Doug Purvis, généralement considéré comme le prix le plus prestigieux en politique économique canadienne, pour la publication qu'il a écrite pour l'Institut, « Tax Policy for a New Era: Promoting Economic Growth and Fairness ». Depuis la création de ce prix en 1994, il a été décerné à six reprises à des publications de l'Institut, ce qui constitue un témoignage puissant du calibre élevé des Canadiens qui contribuent à notre recherche.

Pendant l'année, nous avons apporté d'importants ajouts à notre équipe de recherche. Nous avons accueilli dans nos rangs l'éminent économiste et analyste de politique Craig Alexander, dont les capacités analytiques et la vaste expertise en font un atout exceptionnel. Jeremy Kronick s'est joint à nous en tant qu'analyste de politique principal, fournissant une capacité supplémentaire aux programmes de cycle d'affaires, de politiques monétaires et de services financiers. Trois nouveaux jeunes chercheurs se sont également joints à l'équipe : Aaron Jacobs, Ramya Muthukumaran et Jennifer Tsao ont fait des contributions immédiates dans des domaines aussi variés que les soins de santé, la politique de la concurrence, le capital humain, le commerce international, la politique budgétaire et les enjeux urbains.

En ce qui concerne nos groupes consultatifs, le Conseil national et les conseils de politiques de l'Institut continuent à rassembler des Canadiens qui possèdent des compétences diverses pour fournir des conseils de haut niveau sur le programme de recherche.

Notre communauté de chargés de recherche a continué à grandir. Parmi les ajouts notables, on peut citer : Janet Davidson, ancienne sous-ministre du ministère de la Santé de l'Alberta; Philip Howell, ancien chef de la direction de la Commission des services financiers de l'Ontario; Warren Jestin, ancien vice-président principal et économiste en chef à la Banque Scotia; Louis Lévesque, ancien sous-ministre, Transport, Infrastructure et Communautés, et Commerce international; et John Murray, ancien sous-gouverneur de la Banque du Canada.

La capacité de l'Institut à attirer des personnes talentueuses était tout aussi

Suite à la page suivante...

William B.P. Robson
Président-directeur général

« ...L'Institut C.D. Howe œuvre pour améliorer les possibilités économiques pour les Canadiens grâce à de meilleures politiques publiques. La qualité de sa recherche et son association avec d'éminents penseurs constituent des atouts essentiels. »

évidente dans notre programme d'événements. Bob Rae et Ernie Eves, anciens premiers ministres de l'Ontario, et Greg Sorbara, ancien ministre des Finances de l'Ontario, nous ont aidés à comprendre les budgets opaques des gouvernements. Et du ministre des Finances du Québec, Carlos Leitao, au maire de Montréal, Denis Coderre, en passant par le ministre des Finances de l'Alberta Joe Ceci et la ministre de l'Énergie de l'Alberta Margaret McCuaig-Boyd, les dirigeants de tous les ordres de gouvernement et de toutes les allégeances politiques au Canada ont mobilisé les membres de l'Institut et ont stimulé la recherche de l'Institut grâce à de riches discussions.

Je suis fier de reconnaître les contributions de tant de membres éminents de la communauté de l'Institut aux réalisations documentées dans le présent rapport annuel. Je salue mes collègues, les chargés de recherche de l'Institut, le conseil d'administration et les nombreux dirigeants du monde des affaires, du gouvernement, du monde universitaire et des professions qui soutiennent notre travail. Je suis sincèrement reconnaissant à ces personnes, ainsi qu'à nos membres, nos abonnés et nos donateurs. Grâce à vous, l'Institut C.D. Howe a fait de nouvelles contributions à la prospérité canadienne en 2015. Nous comptons avoir autant de succès en 2016 et pendant les années à venir.

Les rapports de l'Institut subissent le processus d'évaluation par les pairs le plus rigoureux du secteur.

Les livres, les commentaires et les cyberbulletins de l'Institut C.D. Howe subissent un examen rigoureux en deux étapes par le personnel interne, ainsi que par des universitaires et des experts indépendants de l'extérieur. L'Institut ne publie que des études qui satisfont à ces normes de bien-fondé de l'analyse, d'exactitude des faits et de pertinence pour les politiques. Il fait subir à ses processus de lecture critique et de publication une vérification par des experts de l'extérieur.

MOT DU VICE-PRÉSIDENT PRINCIPAL ET CHEF DE L'EXPLOITATION

Grâce à la croissance continue du nombre de membres et des dons, l'Institut a pu augmenter ses investissements dans des domaines stratégiques clés en 2015. Ces hausses de capacité ont permis à l'Institut de réaliser plusieurs objectifs opérationnels qui améliorent les répercussions de ses travaux sur les politiques.

Voici les réalisations de l'Institut relativement à ses objectifs opérationnels fondamentaux en 2015 :

Objectif : Augmentation de la portée nationale et générationnelle du programme d'activités de l'Institut

Résultat :

Nous avons continué à développer notre programme d'activités d'un bout à l'autre du pays, en organisant 73 événements, un nombre record, dans quatre villes canadiennes, à savoir Toronto, Calgary, Montréal et Ottawa. Cela a permis aux membres de ces villes de participer davantage à notre dialogue informel et unique d'élaboration de politiques.

L'année 2015 a également vu le lancement de notre série Partenariat pour la santé, une conférence ayant pour but de discuter des enjeux les plus pressants dans le domaine des soins de santé au Canada et d'explorer des solutions à ces enjeux. Nous avons également continué à développer notre série Débats des entrepreneurs, visant à mobiliser la prochaine génération de dirigeants des politiques publiques.

Objectif : Lancement de nouvelles initiatives dans des domaines clés pour les politiques

Résultat :

Au cours de la dernière année, l'Institut a jeté les bases de son nouveau Conseil pour le capital humain, coprésidé par Kathleen Taylor et Neil Yeates, qui devrait être lancé vers la mi-2016. Au cours des mois et des années à venir, il mettra l'accent sur les nombreuses questions de capital humain auxquelles font face les décideurs au Canada.

Duncan Munn
Vice-président principal et chef de l'exploitation

Objectif : Augmentation de la portée et de la présence médiatique de l'Institut

Résultat :

L'année 2015 a été une année faste pour l'Institut en ce qui concerne les communications. Nous avons continué à avoir une influence importante par rapport à notre taille, l'Institut étant le groupe de réflexion le plus cité par le Globe and Mail et le National Post. Nous avons également continué à étendre la portée nationale de l'Institut, les citations dans les médias ayant augmenté de 62 % au Canada en 2015.

En 2015, l'Institut a également lancé son site Web remanié, et le trafic vers celui-ci a augmenté de 29 % par rapport à 2014. Chacun des circuits de médias sociaux de l'Institut a cumulé des augmentations de plus de à 100 % du nombre d'abonnés, alors que nous continuons à trouver de nouvelles façons innovantes d'attirer les décideurs de niveau supérieur, ainsi que leur prochaine génération.

Les objectifs atteints au cours de la dernière année ont fait progresser le programme de recherche de l'Institut et augmenter l'efficacité de son travail en matière de politique. Les nouvelles initiatives dont il est mention dans ce rapport n'auraient pas pu être réalisées sans le soutien solide et fidèle de nos membres, l'implication des leaders en politique et des universitaires, et le travail acharné et les compétences de mes collègues de l'Institut. Merci à tous de nous aider à faire une contribution positive à l'avenir du Canada, grâce à l'élaboration de renseignements essentiels pour les politiques.

L'honorable Howard I. Wetston, ancien président du conseil et directeur général,
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

La mission de recherche de l'Institut en 2015

La recherche de l'Institut aborde quatre défis clés en matière de politique auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements, afin de trouver des façons de générer une croissance économique et une prospérité plus solides, d'assurer la stabilité fiscale et financière, de maximiser les possibilités pour chaque Canadien, et d'améliorer l'efficacité de nos institutions de politique économique et sociale.

Au fur et à mesure que l'Institut cherchait à approfondir sa compréhension de ces défis et des options en matière de politique permettant de les résoudre, les produits de sa recherche n'ont cessé d'augmenter. En 2015, cette croissance était notamment le résultat du programme de politique de l'énergie, appuyé par un conseil consultatif motivé. Les rapports publiés sous l'égide du programme abordaient des enjeux en matière d'énergie arrivant à point nommé, y compris l'imposition, le transport et l'acceptation sociale de projets dans le domaine de l'énergie.

Il faut également noter que la recherche en politiques en matière de santé était en plein essor l'an dernier, avec la publication de dix rapports contenant des recommandations concrètes que des enjeux aussi opportuns que les politiques en matière de vaccins et l'accès aux médicaments nécessaires, et aussi intemporels que la nécessité que les Canadiens obtiennent de meilleurs résultats pour l'argent consacré aux budgets de santé.

La profondeur des analyses de l'Institut concernant les pensions, les questions financières, la politique fiscale et l'efficacité des dépenses publiques en infrastructure lui ont également permis d'aborder en temps opportun des enjeux économiques qui étaient présents à l'esprit de nombreux Canadiens, ainsi que d'informer les gouvernements, dès les premiers stades des décisions, concernant des facteurs importants et des options en matière de politique touchant ces dossiers. Il faut noter ici le travail relatif au caractère adéquat et à la viabilité des pensions et des régimes de pension, les risques liés au marché du logement, les répercussions des taux marginaux d'imposition élevés, et la réduction de la congestion.

Le travail de l'Institut sur le commerce, l'innovation, la compétition et l'éducation, détaillé dans les pages suivantes, a permis une meilleure compréhension de la manière dont les politiques dans ces domaines peuvent contribuer au bien-être des Canadiens.

Aussi stimulantes que soient ces avances, j'ai été particulièrement ravi par l'ajout de cinq personnes à l'équipe de l'Institut C.D. Howe, lesquelles allaient de talents établis de premier plan en économie à de nouveaux diplômés prometteurs. En plus de leurs idées fraîches et de leur énergie intellectuelle, ils ont adopté avec enthousiasme de nouvelles façons de diffuser la recherche, en travaillant avec l'équipe de rédaction et de communication de l'Institut afin de s'assurer que les résultats issus de la recherche sont accessibles à un plus grand public et sur davantage de plateformes que jamais auparavant.

La recherche de l'Institut est strictement non partisane. L'Institut n'accepte aucun don conditionnel à ce que le travail tire une conclusion donnée ou soutienne une politique particulière, ou qui nuirait à son indépendance d'une façon quelconque. Les auteurs sont tenus de divulguer tout conflit d'intérêts, et les articles font l'objet du meilleur processus de lecture critique de sa catégorie, faisant appel à des universitaires et à des spécialistes, ce qui permet d'assurer des normes élevées de qualité et de pertinence.

Comme indication certaine de pertinence et de qualité continues, la Conférence des mécènes 2014 de l'Institut, « Tax Policy for a New Era »,, rédigée et présentée par

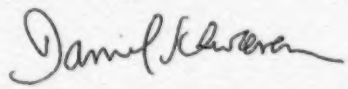
Suite à la page suivante...

Daniel Schwanen
Vice-président de la recherche

Kevin Milligan, professeur à l'Université de la Colombie-Britannique, a été lauréate du prix Purvis en 2015, l'un des plus importants honneurs accordés aux textes sur la politique économique au Canada. Il s'agit de la sixième fois que l'Institut a reçu ce prix, établi en 1994.

En bref, je peux affirmer en toute confiance qu'en 2015, la recherche de l'Institut s'est étendue et a approfondi notre compréhension des enjeux économiques clés qui affectent le niveau de vie des Canadiens et les options qui s'offrent à eux pour les aborder. J'affirme également qu'elle maintient la plus haute qualité et la plus grande pertinence pour les enjeux qui touchent le bien-être des Canadiens.

L'équipe de recherche exprime sa profonde reconnaissance aux membres des conseils qui les éclairent dans de nombreux domaines, à tous les membres de l'Institut pour leur soutien et leur contribution aux discussions qui influencent le programme de recherche, ainsi qu'aux chargés de recherche, aux auteurs et aux intervenants de l'Institut qui font une contribution si importante à notre travail sur les politiques. La réussite de l'Institut reflète leur volonté à partager leurs connaissances profondes, ainsi que leur engagement envers un Canada plus fort.



Équipe de recherche

Daniel Schwanen
Vice-président de la recherche

Craig Alexander
Vice-président, analyse économique

Alexandre Laurin
Directeur de la recherche

Colin Busby
Codirecteur de la recherche

Benjamin Dachis
Codirecteur de la recherche

Jeremy Kronick
Analyste de politique principal

Aaron Jacobs
Chercheur

Jennifer Tsao
Chercheur

Ramya Muthukumaran
Chercheur

Les lecteurs critiques de l'Institut en 2015

Les publications de l'Institut C.D. Howe subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous remercions les lecteurs critiques suivants pour leur appui en 2015 :

Owen Adams
Association médicale canadienne
Keith P. Ambachtsheer
Université de Toronto
Steven Ambler
Université du Québec à Montréal
James Arnett
Albert Baker
Deloitte
Steve Baker
Union Gas Limited
Bob Baldwin
Noel Baldwin
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Milos Barutciski
Bennett Jones LLP
Randy Bauslaugh
McCarthy Tétrault LLP
Charles Beach
Université Queen's
John Kim Bell
Bell & Bernard Ltd.
Robert S. Bell
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario
Andrew Binkley
Opalux Inc.
Richard M. Bird
Université de Toronto
Åke Blomqvist
Université Carleton
Robin W. Boadway
Université Queen's
David E. Bond
Esithroc Enterprises Ltd.
Stephen Bonnar
Towers Perrin
Robert Brown
Université de Waterloo
Derek Burleton
Groupe Banque TD
Nigel Burns
Province de l'Île-du-Prince-Édouard
Gaétan Caron
JEMF-X Inc. Consulting
Denise Carpenter
Association canadienne des pharmacies de quartier
Jeffrey R. Church
Université de Calgary
Dan Ciuriak
Ciuriak Consulting Inc.
Tom Closson
Tom Closson Consulting
Ken Coates
Dave Collyer
Teri Courchene
Numeracy Basics
John F. Crean
Université de Toronto
Philip Cross
The MacDonald-Laurier Institute for Public Policy
John Crow
Ancien, Banque du Canada
John M. Curtis
Université Queen's
Lou D'Amore
Bev Dahlby
Université de Calgary
David Daly
Canadian Association of Petroleum Producers
Marie-Anne Deussing
Emploi et Développement social Canada
Wendy Dobson
Rotman School of Management
David Dodge
Bennett Jones LLP
Christopher Donnelly
Manulife
Joseph Doucet
Université de l'Alberta
Don Drummond
Université Queen's
Françoise Ducros
Affaires autochtones et du Nord Canada
Richard Dunn
Encana Corporation
Kim Duxbury
Financière Sun Life
Timothy M. Egan
Association canadienne du gaz
Martin S. Eichenbaum
Northwestern University
Rick Ekstein
Weston Forest Products Inc.
Jim Ellis
Alberta Énergie
Tariq Fancy
The Rumie Initiative
Andrew Fitzpatrick
La Great-West, compagnie d'assurance-vie
Thomas Fleming
Université de Victoria
Don Forgeron
Bureau d'assurance du Canada
Stephen Frank
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.
Peter Fraser
Commission de l'énergie de l'Ontario
Gerry Gaetz
Association canadienne des paiements
Daniel Gagnier
Gilles Gauthier
Ambassade du Canada
Michael V. Gestrin
Organisation de coopération et de développement économiques
Gordon F. Gibson
Institut Fraser
Jamie Golombek
Banque CIBC
Elliot Halparin
Halton Hills Family Health Team
Malcolm P. Hamilton
Mercer
Michael M. Hart
Université Carleton
Gabriel J. Hayos
CPA Canada
Walid Hejazi
Joseph L. Rotman School of Management
Lawrence L. Herman
Herman & Associates
Peter Honeyborne
Ville de Brampton
Michael Horgan
Bennett Jones LLP
Ross Hornby
GE Canada
Fred J. Horne
Horne and Associates
Gary C. Hufbauer
Peterson Institute for International Economics
Clare Isman
Saskatchewan Finance
S.P. V. Isman
Ministère des affaires municipales, Saskatchewan
Paul Jenkins
Université Carleton
David R. Johnson
Université Wilfrid Laurier
Jonathan R. Kesselman
Université Simon Fraser
Harry M. Kitchen
Université Trent
Paul Klemperer
University of Oxford
John Knubley
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Thorsten Koeppl
Université Queen's

Les lecteurs critiques de l'Institut en 2015 (suite)

Tiff Macklem, doyen de la Rotman School of Management, et ancien sous-gouverneur de la Banque du Canada

David Laidler
Université Western Ontario

Claude Lamoureux
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Joshua Lattimore
Société d'assurance-dépôts du Canada

Richard Legault
Brookfield BRP Canada Corp

Nicholas LePan

Peter Levitt
Banque CIBC

Steven Lewis
Access Consulting Ltd.

Jane Londerville
Université de Guelph

David Longworth
Université Carleton

Alex MacDonald
Île-du-Prince-Édouard, Éducation et petite enfance

Winsor Macdonell
Genworth Canada

Michael Mendelson
Caledon Institute of Social Policy

John Mighton
Université de Toronto

Moshe Milevsky
Université York

Howie Millard
Groupe Banque TD

Eric J. Miller
Université de Toronto

Kevin Milligan
Université de la Colombie-Britannique

William Molson

A.R. (Sandy) Moroz

Mahmood Nanji
Ministère des Finances, Ontario

Christine Neill
Université Wilfrid Laurier

Edward P. Neufeld

Dwight Newman
Université de Saskatchewan

Angelo Nikolakakis
Ernst & Young LLP

Wally Norman
Terre-Neuve et Labarador

Nick Pantaleo
Rogers Communications Inc.

Andrew Parkin
Ancien du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

Michael Parkin
Université Western Ontario

Jeanette Patell
GE Canada

Ito Peng
Université de Toronto

James E. Pesando
Université de Toronto

James Pierlot
Pierlot Pension Law

Douglas Porter
BMO marchés financiers

John Richards
Université Simon Fraser

Marshall Rothstein
Hunter Litigation Chambers

Henri-Paul Rousseau
Corporation Financière Power

Marcel Saulnier
Santé Canada

Tammy Schirle
Université Wilfrid Laurier

Jeffrey Schott
Institute for International Economics

Andrew Sharpe
Centre d'étude des niveaux de vie

Brad Shinn
Bureau du surintendant des institutions financières, Canada

Larry Shute
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier

Noeline Simon
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.

Andrew Sjogren
Mattamy Homes

Enid Slack
The Munk School of Global Affairs, Université de Toronto

Rob Stewart
Finances Canada

Arthur Sweetman
Université McMaster

Almos Tassonyi
Université de Calgary

Scott Thompson
Ministère des Finances, Ontario

Ben Tomlin
Banque du Canada

Peter Tomlinson
Université de Toronto

François Vaillancourt
Université de Montréal

Sandy Walker
Fraser Milner Casgrain LLP

Kevin Wark
The Conference for Advanced Life Underwriting

Thomas A. Wilson
Université de Toronto

Christopher Worswick
Université Carleton

Janet Yale
Société de l'arthrite

Brian Zeiler-Kligman
Canada's National Brewers

L'honorable Joe Oliver, ancien ministre des Finances

Assurer la stabilité fiscale et financière

Les pensions, le marché du logement et l'état général de l'économie et des finances du gouvernement à la suite du déclin abrupt des prix du pétrole de l'an dernier, étaient présents à l'esprit des Canadiens en 2015. Dans chacun des cas, la recherche, les discussions et les recommandations de l'Institut ont influencé le débat public.

Encore en 2015, l'Institut a abordé directement la question de savoir si les Canadiens épargnaient trop peu en vue de leur retraite, suggérant que les inquiétudes à ce sujet sont excessives parce que les travailleurs épargnent plus qu'on l'admet généralement, et les niveaux adéquats d'épargne peuvent varier considérablement en fonction des préférences individuelles et des expériences de vie. La recherche de l'Institut a également abordé sous plusieurs angles la question de la viabilité des pensions et des régimes de retraite. Un article a examiné le rôle et les perspectives pour les régimes à prestation cible, tandis qu'un autre a examiné les leçons historiques pour les autres régimes publics des transferts intergénérationnels intégrés au Régime de retraite du Québec. L'Institut a également mis à jour sa recherche précédente, en rappelant aux décideurs canadiens que les règles relatives au prélèvement de fonds des régimes enregistrés d'épargne-retraite forcent actuellement un nombre croissant de Canadiens à courir le risque de ne pas survivre à leurs épargnes.

À la croisée des pensions et de la viabilité financière, l'évaluation annuelle faite par l'Institut du véritable passif non capitalisé des régimes de retraite des employés fédéraux continue à soulever des alarmes concernant ses répercussions sur la viabilité des finances publiques. Ce travail, et le travail sur la viabilité des régimes de retraite en général, était étayé par une autre publication qui a fourni une évaluation peu rassurante des facteurs qui affectent les rendements réels à long terme des investissements, concluant qu'ils resteraient probablement peu élevés à long terme.

Plus généralement, la limitation de l'écoulement prochain d'encre rouge dans les réductions de coûts pour les employés fédéraux, tout en redéployant judicieusement les ressources et en revoyant les politiques afin de soutenir la croissance économique, était le thème du budget fédéral occulte 2015 créé par l'Institut, au cours d'une année où la faiblesse des prix des ressources menaçait d'exercer une pression à la baisse sur les recettes publiques.

L'Institut a également fourni des idées à la politique macroéconomique grâce aux discussions régulières de son Conseil de politique monétaire, qui a influencé la position actuelle de la politique monétaire du Canada. De plus, sur le front monétaire, l'Institut a produit une recherche visant à trouver des façons de mieux permettre à la Banque du Canada d'atteindre son objectif d'inflation, en utilisant un autre indicateur à court terme de l'inflation. À l'intersection de la politique

Suite à la page suivante...

2015 Rapports de recherche

Politique budgétaire et fiscale

Challenges, Growth and Opportunity: A Shadow Federal Budget for 2015
14 avril 2015 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

By the Numbers: The Fiscal Accountability of Canada's Senior Governments, 2015
16 avril 2015 – Colin Busby et William B.P. Robson

The Taxation of Single-Employer Target Benefit Plans – Where We Are and Where We Ought To Be
4 mars 2015 – Barry Gros, Ian McSweeney, Jana Steele et Karen Hall

Ottawa's Secret Debt: The Burden and Risks of Federal Employee Pensions
7 mai 2015 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

Small Business Preferences as a Barrier to Growth: Not so Tall After All
20 mai 2015 – Benjamin Dachis et John Lester

Adaptability, Accountability and Sustainability: Intergovernmental Fiscal Arrangements in Canada
14 juillet 2015 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

Drilling Down on Royalties: How Canadian Provinces Can Improve Non-Renewable Resource Taxes
23 septembre 2015 – Benjamin Dachis et Robin Broadway

Tax Reform Priorities for Canada: Creating More Income to Go Around
19 novembre 2015 – Alexandre Laurin et Craig Alexander

Business Tax Burdens in Canada's Major Cities: The 2015 Report Card
24 novembre 2015 – Adam Found, Benjamin Dachis et Peter Tomlinson

Shifting the Federal Tax Burden on the One-Percenters: A Losing Proposition
3 décembre 2015 – Alexandre Laurin

monétaire et de la stabilité financière, l'Institut a publié des travaux en faveur d'un nouveau cadre de politique macroprudentielle pour le Canada. Se penchant cette fois-ci sur la croisée de l'argent et de la croissance économique, un autre article a plaidé en faveur d'une modernisation du système de paiement du Canada, qui entraînerait l'abolition de chèques imprimés.

L'an dernier, l'Institut a également présenté des idées et des propositions concernant les risques présentés par l'état du marché du logement et la dette du logement – un autre enjeu important pour les portefeuilles des Canadiens et les préoccupations des décideurs. Un article a examiné en détail la répartition de l'endettement hypothécaire des ménages et, sur cette base, a identifié des secteurs de risque spécifiques au Canada. Un autre article a examiné la possibilité de la mise en œuvre d'une « assurance de sûreté » afin de faire face au risque pour l'économie d'un effondrement du marché du logement, tandis qu'une étude a examiné des façons de renforcer l'efficacité des prêts hypothécaires.

Paul Rochon, sous-ministre, ministère des Finances

Conseil de compétitivité fiscale

PRÉSIDENT

Michael Horgan
Ancien sous-ministre des Finances, Canada

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Albert Baker
Deloitte Canada

Richard M. Bird
Université de Toronto

Ben Brunnen
Association canadienne des producteurs pétroliers

Marlene Cepparo
KPMG LLP

Bev Dahlby
Université de l'Alberta

Ministère des Finances (observateur)

Ross Hagemeister
Cargill Limited

Gabriel J. Hayos
Comptables professionnels agréés du Canada

Joffre Hotz
Alberta Treasury Board and Finance

Brenda Kenny
Association canadienne de pipelines d'énergie

J. Rhys Kesselman
Université Simon Fraser

George McAllister
Gouvernement du Nouveau-Brunswick

Kevin Milligan
Université de la Colombie-Britannique

William Molson

Al Monaco
Enbridge Inc.

Luc Monty
Ministère des Finances du Québec

Angelo Nikolakakis
Couzin Taylor LLP / Ernst & Young L.P.

Michael J. O'Connor
Financière Sun Life Inc.

Nick Pantaleo
Rogers Communications, Inc.

Jocelin Paradis
Rio Tinto Alcan

David Podruzny
Association canadienne de l'industrie de la chimie

Noeline Simon
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Michael Smart
Université de Toronto

Barbara Sulzenko-Laurie
Bureau d'assurance du Canada

Ted Tomkowiak
RBC

Thomas A. Wilson
Université de Toronto

Le groupe de réflexion le plus primé

L'Institut C.D. Howe félicite Kevin Milligan, chargé de recherche invité, lauréat du prix commémoratif Doug Purvis 2014, pour le rapport rédigé pour l'Institut et intitulé « Tax Policy for a New Era: Promoting Economic Growth and Fairness ».

« Kevin Milligan a présenté un plan convaincant pour la modernisation du système d'imposition canadien », a affirmé Bill Robson, président-directeur général de l'Institut. « À l'Institut C.D. Howe, nous sommes tous ravis par cette reconnaissance de son travail. »

Cela représente la sixième fois qu'une publication de l'Institut C.D. Howe a obtenu le prix Purvis, décerné une fois par an par l'Association canadienne d'économique à des auteurs de travaux écrits d'une grande importance pour la politique économique du Canada. Jusqu'à aujourd'hui, les publications de l'Institut ont remporté plus du quart de tous les prix

Jeremy Rudin, surintendant du Bureau du surintendant des institutions financières

Initiative de recherche sur les services financiers

CO-PRÉSIDENTS

Nicholas Le Pan
Ancien surintendant des institutions financières, Canada, directeur, CIBC

Edward P. Neufeld
Ancien sous-ministre adjoint des Finances, Canada; ancien vice-président dirigeant et économiste en chef, RBC

MEMBRES (au 30 avril 2016)

James C. Baillie
Torys LLP

Peter Bethlenfalvy
CST Consultants Inc.

BlackRock Canada

Peter Bowen
Fidelity Investments

Andrew D. Brands
La Great-West Life Compagnie d'assurance-vie

Glenn Campbell
Ministère des Finances Canada

Terry Campbell
Association des banquiers canadiens

Gérald Cossette
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Bryan Davies
Société d'assurance-dépôts du Canada

Joanne De Laurentiis
Institut des fonds d'investissement du Canada

Chris Donnelly
Manuvie Canada

Janet Ecker
Toronto Financial Services Alliance

Don Forgeron
Bureau d'assurance du Canada

Blake C. Goldring, M.S.M., CFA
AGF Management Ltd

Peter Hall
Exportation et Développement Canada

Gail Harding
Canadian Western Bank

Natalie Higgins
Intact Corporation financière

Philip Howell

Warren Jestin
Banque Scotia

Sheryl Kennedy
Promontory Financial Group Canada

Thorsten Koeppl
Université Queen's

Andrew Kriegler
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

Brenda Leong
British Columbia Securities Commission

Peter Levitt
Banque Canadienne Impériale de Commerce

David Longworth
Université Carleton

Winsor MacDonell
Genworth Financial Canada

Howie Millard
Groupe Financier Banque TD

ministère des Finances de l'Ontario

Marc-André Pigeon
Association canadienne des coopératives financières

Greg Pollock
Advocis

Carolyn Rogers
Financial Institutions Commission of British Columbia

Jos Schmitt
Aequitas Innovations Inc.

Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier

Jennifer Sloan
MasterCard Canada

Mark Smith
KPMG LLP

Frank Swedlove
Canadian Life and Health Insurance Association Inc.

Murray J. Taylor
IGM Financial Inc.

Eric Tuer
Banque du Canada

Robert Vokes
Accenture

David Whyte
Financière Sun Life Inc..

Craig Wright
Groupe financier RBC

Kevin Wright
Société canadienne d'hypothèques et de logement

Conseil sur la politique monétaire

PRÉSIDENT

William B.P. Robson
Président-directeur général de l'Institut C.D. Howe

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Craig Alexander
TD Bank Group

Steven Ambler
Université du Québec

Paul Beaudry
Université de la Colombie-Britannique

Edward A. Carmichael
Ted Carmichael Global Macro

Thorsten Koeppl
Université Queen's

Stéfane Marion
Financière Banque Nationale

Angelo Melino
Université de Toronto

Douglas Porter, CFA
BMO Marchés des capitaux

Nicholas Rowe
Université Carleton

Avery Shenfield
Banque Canadienne Impériale de Commerce

Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier

David Tulk
TD Securities Inc.

Craig Wright
RBC

2015 Rapports de recherche

Politique monétaire, services financiers et pensions

The Taxation of Single-Employer Target Benefit Plans – Where We Are and Where We Ought To Be
4 mars 2015 – Barry Gros, Ian McSweeney, Jana Steele et Karen Hall

Ottawa's Secret Debt: The Burden and Risks of Federal Employee Pensions
7 mai 2015 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

Do Canadians Save Too Little?
4 juin 2015 – Malcolm Hamilton

Securing Monetary and Financial Stability: Why Canada Needs a Macroprudential Policy Framework
24 juin 2015 – David Longworth et Paul Jenkins

Drawing Down Our Savings: The Prospects for RRIF Holders Following the 2015 Federal Budget
2 juillet 2015 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

Mortgage Insurance as a Macroprudential Tool: Dealing with the Risk of a Housing Market Crash in Canada
8 juillet 2015 – James MacGee et Thorsten V. Koeppl

Improving on the CPI: A Proposal for a Better Inflation Indicator
12 août 2015 – Aaron Jacobs et Finn Poschmann

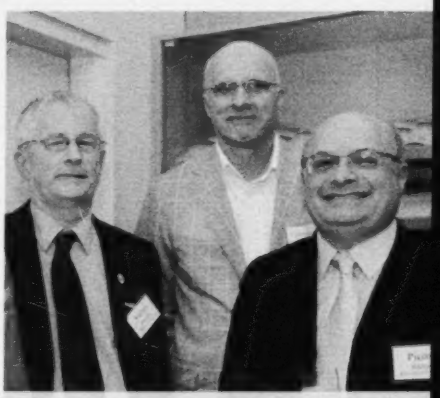
How to Make the World Safe for (and from) Covered Bonds
20 août 2015 – Finn Poschmann

Money in Motion: Modernizing Canada's Payment System
25 août 2015 – John Chant

The Benefits of Hindsight: Lessons from the QPP for Other Pension Plans
1er octobre 2015 – Luc Godbout, Suzie St-Cerny et Yves Trudel

Un pour cent? Vraiment? Ce que la théorie économique moderne laisse présager quant au rendement futur des investissements
7 octobre 2015 – Craig Alexander et Steve Ambler

Mortgaged to the Hilt: Risks From The Distribution of Household Mortgage Debt
9 décembre 2015 – Craig Alexander et Paul Jacobson



Steve Ambler, Gregor Smith, et Pierre Siklos

Génération d'une croissance économique et d'une prospérité plus solides

La confiance des entreprises envers les investissements est à la base de l'expansion des revenus et des emplois pour les Canadiens. Malheureusement, les investissements de capitaux par travailleur au Canada sont maintenant au point mort et restent inférieur à ceux d'autres économies avancées, comme l'a illustré le dernier rapport annuel « Tools for Workers » de l'Institut. Dans cette optique, l'Institut a cherché en 2015 à approfondir notre compréhension des conditions relatives à la concurrence, au commerce, à l'investissement et à la réglementation au sein desquelles œuvrent les entreprises canadiennes.

La recherche de l'Institut a démontré clairement que les gouvernements sont incapables de choisir systématiquement des sociétés ou des secteurs qui deviendront des leaders de la croissance. À la place, les gouvernements peuvent augmenter la probabilité que de telles sociétés ou de tels secteurs émergent, en favorisant la concurrence dynamique et en ne brimant pas l'innovation. Cela est attribuable au schéma « levure et champignons » de la croissance économique, qui laisse entendre que les sociétés ou les secteurs prospèrent émergent de façon imprévisible des conditions qui appuient la croissance économique de façon plus générale.

Un autre article approfondi a examiné attentivement la possibilité que les avantages fiscaux qui ne sont offerts qu'aux plus petites entreprises puissent les dissuader de dépasser une telle taille. En fait, les auteurs ont découvert un regroupement d'entreprises canadiennes juste sous le seuil de taille auquel de tels avantages disparaissaient. L'avantage fiscal présenté par la petite taille n'empêche pas toutes les sociétés de dépasser ce seuil. Toutefois, le soutien offert aux petites entreprises entraîne une réduction de l'efficience de l'économie canadienne.

La recherche de l'Institut a continué à souligner les répercussions négatives des taux marginaux d'impôt élevés sur les investissements et le travail. Le travail de l'Institut dans ce domaine comprenait un examen empirique des répercussions sur l'assiette fiscale canadienne des taux marginaux d'imposition élevés sur les revenus plus élevés, et plus généralement de la manière dont une imposition plus intelligente pourrait permettre à tous les Canadiens de bénéficier d'un revenu plus élevé. En 2015, l'Institut a également mis à jour son classement révolutionnaire du fardeau de l'impôt des sociétés dans les principales villes canadiennes et a produit une recherche décrivant les réformes aux régimes provinciaux de redevances qui donneraient de l'élan au développement des ressources.

Une étude de l'accord commercial récemment conclu entre le Canada et la Corée du Sud a démontré que le Canada réaliserait des gains dans les domaines où il possède des avantages comparatifs, tels que l'agriculture et l'alimentation, en dépit de son entrée tardive sur ce marché. L'Institut a poursuivi davantage le thème de l'avantage comparatif dans une étude décrivant l'importance de l'élimination des barrières au commerce international et à l'investissement dans les services financiers, un domaine où le Canada est de plus en plus fort. La recherche de l'Institut a également découvert des façons d'aider les entreprises de plus petite taille à « apprendre en exportant ». Le Canada peut simplifier la manière dont elle applique certaines lourdes règles sur le commerce international aux envois de plus petite taille.

La recherche a également souligné des façons de simplifier les règles canadiennes pour les investissements étrangers, et a creusé des façons qui permettraient à une réglementation et à une tarification plus intelligentes du transport ferroviaire, de la congestion urbaine et du recyclage de déchets de soutenir l'économie. L'Institut a également examiné la manière dont le gouvernement devrait utiliser des données probantes pour contester des fusions proposées, ainsi que la nécessité d'améliorer la surveillance du Bureau de la concurrence. Des articles sur la valeur du droit d'auteur sur la musique enregistrée et un coup d'œil critique sur de nouvelles règles sur la prise de contrôle proposées par les administrateurs canadiens de valeurs mobilières ont terminé une année riche en recherche sur les conditions qui sont à la base de la croissance économique canadienne.

2015
Rapports de recherche

Gouvernance publique

By the Numbers: The Fiscal Accountability of Canada's Senior Governments, 2015
16 avril 2015 – Colin Busby et William B.P. Robson

Adaptability, Accountability and Sustainability: Intergovernmental Fiscal Arrangements in Canada
14 juillet 2015 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

First Nations Own-Source Revenue: How Is the Money Spent?
14 octobre 2015 – John Richards et Mark Krass

The Effect of First Nations Modern Treaties on Local Income
28 octobre 2015 – Fernando M. Aragón

Building Better Budgets: Canada's Cities Should Clean Up their Financial Reporting
18 novembre 2015 – Benjamin Dachis et William B.P. Robson

From "Social Licence" to "Social Partnership": Promoting Shared Interests for Resource and Infrastructure Development
1er décembre 2015 – Geoffrey Hale et Yale Belanger

Le Conseil de politique économique internationale en 2015

PRÉSIDENT

L'honorable Michael Wilson,
Président, Barclays Capital Canada; ancien ministre des Finances, Canada

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Pablo Breard
Banque Scotia

Dan Ciuriak
Ciuriak Consulting Inc.

John Curtis

Gitane De Silva
Alberta Ministry of Economic Development and Trade

Wendy Dobson
Rotman School of Management

Rick Ekstein
Weston Forest Products Inc.

Association des produits forestiers du Canada

Janice Fukakusa
Banque Royale du Canada

Allan Gotlieb
Aurea Foundation

Peter Hall
Exportation et Développement Canada

Michael Hart
Université Carleton

Lawrence Herman
Cassels Brock LLP

Christine Hogan
Affaires mondiales Canada

Ross Hornby
GE Canada

Caroline Hughes
Ford du Canada Limitée

Jim Keon
Association canadienne du médicament générique

Hugh L. MacKinnon
Bennett Jones LLP

Claude Mongeau
CN

Pierre Pyun
Bombardier

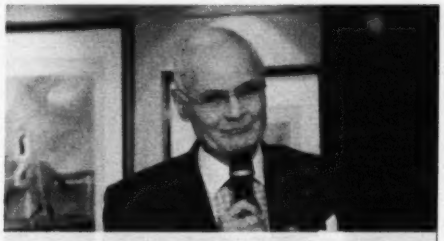
Victor Severino
Ministère du Développement économique et de l'Innovation de l'Ontario

Andrea Stairs
eBay Canada

Daniel Trefler
Université de Toronto

Lorna Wright
Schulich School of Business

Wendy Dobson



Lawrence Herman

Conseil des cycles économiques

CO-PRÉSIDENTS

Steven Ambler
Professeur d'économie, Université du Québec

Craig R. Alexander
Vice-président, analyse économique, Institut C.D. Howe

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Paul Beaudry
Université de la Colombie-Britannique

Edward A. Carmichael
Ted Carmichael Global Macro

Philip Cross
The MacDonald-Laurier Institute for Public Policy

Stephen Gordon
Université Laval

Eric Lascelles
RBC

Stéfane Marion
Financière Banque Nationale

Angelo Melino
Université de Toronto

Douglas Porter
BMO Marchés des capitaux

Angela Redish
Université de la Colombie-Britannique

Gregor Smith
Université Queen's

Conseil sur la politique de la concurrence

CO-PRÉSIDENTS

Benjamin Dachis
Codirecteur de la recherche, Institut C.D. Howe

Adam F. Fanaki
Associé, examen de la concurrence et des investissements étrangers et litiges, Davies, Ward Phillips & Vineberg LLP

MEMBRES (au 30 avril 2016)

George N. Addy
Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Marcel Boyer, O.C.
CIRANO, Université de Montréal

Timothy Brennan
University of Maryland Baltimore County

Neil Campbell
McMillan Binch LLP

Jeffrey R. Church
Université de Calgary

Renée Duplantis
The Brattle Group

Brian Facey
Blake Cassels & Graydon LLP

Peter Glossop
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Calvin S. Goldman c.r.
Goodmans LLP

Lawson A. Hunter c.r. LL.D.
Stikeman Elliott LLP

Susan M. Hutton
Stikeman Elliott LLP

Edward M. Iacobucci
Université de Toronto

Madeleine Renaud
McCarthy Tétrault

L'honorable Marshall Rothstein
Ancien juge de la Cour suprême du Canada

Margaret F. Sanderson
Charles River Associates

L'honorable Konrad von Finckenstein
Autrefois de la Cour fédérale du Canada

Omar Wakil
Torys LLP

Roger Ware
Université Queen's

L'honorable Howard I. Wetston c.r.
Ancien président du conseil et PDG, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Lawrence J. White
New York University

Ralph A. Winter
Sauder School of Business, Université de la Colombie-Britannique

2015 Rapports de recherche

Concurrence, investissement, commerce et innovation

The Canada-Korea Free Trade Agreement: What it Means for Canada
15 janvier 2015 – Ali Dadkhah, Dan Ciuriak et Jingliang Xiao

The Value of Copyrights in Recorded Music: Terrestrial Radio and Beyond
18 février 2015 – Marcel Boyer

Tackling Traffic: The Economic Cost of Congestion in Metro Vancouver
9 mars 2015 – Benjamin Dachis

Railroad Blues: How to Get Canada's Rail Policy Back on Track
2 avril 2015 – Benjamin Dachis

Challenges, Growth and Opportunity: A Shadow Federal Budget for 2015
14 avril 2015 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

Simplifying the Rule Book: a Proposal to Reform and Clarify Canada's Policy on Inward Foreign Direct Investment
3 mai 2015 – A.E. Safarian

Small Business Preferences as a Barrier to Growth: Not so Tall After All
20 mai 2015 – Benjamin Dachis et John Lester

An Opportunity not to be Wasted: Reforming Ontario's Recycling Program
23 juillet 2015 – Aaron Jacobs

Making Free Trade Deals Work for Small Business: A Proposal for Reform of Rules of Origin
6 août 2015 – Dan Ciuriak

Mushrooms and Yeast: The Implications of Technological Progress for Canada's Economic Growth
2 septembre 2015 – Peter Howitt

The Future of Poison Pills in Canada: Are Takeover Bid Reforms Needed?
29 octobre 2015 – Anita Anand

Opening up New Trade Routes for Financial Services: Canada's Priorities
10 décembre 2015 – Dan Ciuriak, Daniel Schwanen et Jeremy Kronick

A Crisis of Capital: Canadian Workers Need More Tools, Buildings and Equipment
16 décembre 2015 – Aaron Dachis, Benjamin Dachis et William B.P. Robson

Conseil sur la politique de l'énergie

PRÉSIDENT

Elyse Allan, O.C.
Présidente-directrice générale de GE Canada

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Rick Anderson
I2 Ideas & Issues Advertising Inc.

Steve Baker
Union Gas

Neil Bouwer
Ressources naturelles Canada (observateur)

Mark Cameron
Canadians for Clean Prosperity

Bruce Campbell
Independent Electricity System Operator

Dave Collyer

Joseph Doucet
Alberta School of Business

Tim M. Egan
Association Canadienne du Gaz

Jim Ellis
Alberta Energy Regulator

Bob Espey
Parkland Fuel Corporation

Alexander Fritsche
Banque du Canada

Goldy Hyder
Hill and Knowlton

Hydro-Québec

Christine Kaszycki
Ministère du Développement du Nord et des Mines de l'Ontario

Rich Kruger
Impériale

Richard Légault, CPA, CA
Brookfield Renewable Power Inc.

Ron Loborec
Deloitte Canada

Hugh L. MacKinnon
Bennett Jones LLP

Al Monaco
Enbridge Inc.

Mayo Schmidt
Hydro One

Shell Canada

Grant Sprague
Alberta Energy

David Taylor
Accenture

Brian Vaasjo
Capital Power

2015 Rapports de recherche — Énergie et infrastructure

Tackling Traffic: The Economic Cost of Congestion in Metro Vancouver
9 mars 2015 – Benjamin Dachis

Railroad Blues: How to Get Canada's Rail Policy Back on Track
2 avril 2015 – Benjamin Dachis

Peak Power Problems: How Ontario's Industrial Electricity Pricing System Impacts Consumers
11 juin 2015 – Anindya Sen

Drilling Down on Royalties: How Canadian Provinces Can Improve Non-Renewable Resource Taxes
23 septembre 2015 – Benjamin Dachis et Robin Broadway

First Nations Own-Source Revenue: How Is the Money Spent?
14 octobre 2015 – John Richards et Mark Krass

From "Social Licence" to "Social Partnership": Promoting Shared Interests for Resource and Infrastructure Development
1er décembre 2015 – Geoffrey Hale et Yale Belanger

L'honorable Joe Ceci, ministre des Finances de l'Alberta, et **l'honorable Marg McCuaig-Boyd,** ministre de l'Énergie de l'Alberta

Encouragement des occasions pour les particuliers

Un élément majeur de la recherche de l'Institut consiste à trouver des façons d'améliorer les occasions pour les Canadiens d'améliorer leur situation personnelle et économique. En particulier, cette question a influencé le travail de recherche publié en 2015 sur l'éducation et les compétences, ainsi que sur les soins de santé.

La recherche sur l'éducation issue de l'Institut a évalué l'effet du programme Passeport pour ma réussite, concluant que de tels programmes avaient une influence positive sur les taux d'obtention de diplômes d'études secondaires et d'inscription à des programmes postsecondaires. Dans une autre étude, il apparaît que l'élargissement du choix des écoles en Colombie-Britannique permet d'améliorer considérablement les résultats pour les élèves. Un troisième article a conclu que pour améliorer les notes des élèves canadiens en mathématiques, il faudrait se concentrer sur la maîtrise par les élèves de concepts clés dont on sait qu'ils mènent à une réussite ultérieure dans cette matière.

Une étude peu rassurante comparant la rémunération des enseignants et les résultats pour les élèves dans six provinces canadiennes a conclu qu'une rémunération plus élevée des enseignants ne se traduisait pas par de meilleurs résultats scolaires. En même temps, l'Institut a également creusé dans les causes du rendement décevant du Canada dans des classements internationaux de la littératie et de la numératie chez les adultes. Cette recherche a conclu que le rendement du Canada s'expliquait par la proportion élevée d'immigrants récents dans sa population comparativement à d'autres économies avancées, plutôt que par des échecs systémiques.

Le travail de l'Institut sur les politiques en matière de santé a continué à alerter les gouvernements à la nécessité de mettre les soins de santé sur une base plus durable sur le plan des coûts, compte tenu de l'important passif non capitalisé dans les soins de santé. Il a également examiné des façons d'améliorer les incitatifs à dépenser les fonds publics de manière mieux harmonisée avec les incitatifs à améliorer les résultats en matière de soins de santé des Canadiens. L'Institut a ainsi démontré que le problème présenté par les spécialistes médicaux qui ne parviennent pas à trouver un emploi au Canada a un lien avec la manière dont les dépenses publiques de santé sont réparties en silos.

La recherche de l'Institut sur les politiques en matière de santé a continué à se fier substantiellement à un examen des meilleures pratiques dans les nombreux pays avancés qui peuvent se vanter d'une meilleure accessibilité et de meilleurs résultats que le système de santé canadien. En fait, l'Institut a également consacré un article à la question de savoir comment mieux mesurer et déclarer de tels résultats en matière de santé, alors que les méthodologies dans ce domaine deviennent rapidement plus axées sur les patients.

L'Institut a également réfléchi au rôle que pourrait jouer la technologie pour réduire les coûts et augmenter l'accessibilité et la qualité des services. De plus, la recherche de l'Institut a mené à des recommandations spécifiques sur la manière dont les gouvernements pourraient encourager les parents à faire vacciner leurs enfants afin d'atteindre des cibles acceptables en matière de couverture. Et il a continué à proposer des façons économiques d'améliorer l'accessibilité aux services et aux médicaments nécessaires, particulièrement pour les Canadiens à revenu moins élevé, en réfléchissant à la manière de rendre l'assurance-médicaments réalisable dans la fédération, en partant des programmes provinciaux existants.

Andy Williams

L'honorable Darrel Dexter, Vice-président, Global Public Affairs et ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse

Keith Ambachtsheer et **Daphne Cheung**

Conseil sur les politiques en matière de pensions

PRÉSIDENT

Claude Lamoureux
Ancien président-directeur général du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Alberta Investment Management Corporation

Keith Ambachtsheer
Rotman International Centre for Pension Management

Bob Baldwin

Randy Bauslaugh McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

René Beaudry
Normandin Beaudry

Steve Bonnar

Peter Bowen
Fidelity Investments

Kathryn Bush
Blake, Cassels & Graydon LLP

Frank Swedlove
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Scott Clausen
Mercer

Caroline Dabu
BMO Groupe financier

Owen Davies
Accenture

David Dodge
Bennett Jones LLP

Brian FitzGerald
Capital G Consulting Inc.

Barry Gros

Malcolm Hamilton

Bruce Kennedy
B.C. Pension Corporation

Kashif Malik
JPMorgan

Eric Mansour
Banque Scotia

Bernard Morency
Caisse de dépôt et placement du Québec

Leah Myers
Ministère des Finances de l'Ontario

Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario

Hugh O'Reilly
OPTrust

Jim Pesando
Université de Toronto

James Pierlot
Pierlot Pension Law

Tom Reid
Financière Sun Life Inc.

Rob Ritchie La Great-West Life Compagnie d'assurance-vie

Tammy Schirle
Université Wilfrid Laurier

Allan Shapira
Aon Hewitt

Faisal Siddiqi
Buck Consultants

Jana Steele
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Robert Stewart
Ministère des Finances Canada

Fred Vettese
Morneau Shepell

Kevin Wark
The Conference for Advanced Life Underwriting

Barbara Zvan
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Conseil sur les politiques en matière de santé

CO-PRÉSIDENTS DU CONSEIL

Tom Closson
Président-directeur général, Tom Closson Consulting. ancien président-directeur général, Association des hôpitaux de l'Ontario

Dr Brian Postl
Doyen de la faculté de médecine de l'Université du Manitoba; président de l'Institut canadien d'information sur la santé

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Alberta Health

Richard Alvarez
Richard Alvarez & Associates

Owen Adams
Association médicale canadienne

Andrea Cohen Barrack
Fondation Trillium de l'Ontario

Justin Bates
Association canadienne des pharmacies de quartier

Norma Beauchamp
Fibrose kystique Canada

Dr Bob Bell
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario

Åke Blomqvist
Université Carleton

Steve Bradie
Green Shield Canada

Candace Chartier
Ontario Long Term Care Association

Denise Cloutier
Pfizer Canada

Anthony Dale
Association des hôpitaux de l'Ontario

Janet Davidson

David Dodge
Bennett Jones LLP

Will Falk
PwC LLP

Susan Fitzpatrick
Réseau local d'intégration des services de santé du Centre-Toronto

Stephen Frank
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Neil Fraser
Medtronic of Canada Ltd.

Michael Green
Inforoute Santé du Canada

Gerald Hartman
Independent Diagnostic Clinics Association

Fred Horne
Horne and Associates

Jim Keon
Association canadienne du médicament générique

Sén. Michael Kirby
Partners for Mental Health

Steve Long
Shoppers Drug Mart

David O'Toole
Institut canadien d'information sur la santé

Sue Paish
LifeLabs

Matt Pepe
3M Canada

John Rafferty
Institut national canadien pour les aveugles

Financière Manuvie

Marcel Saulnier
Santé Canada

Shirlee Sharkey
Saint Elizabeth Health Care

Dr Graham Sher
Société canadienne du sang

Joël C. Simard
GE Canada

Dr David Walker
Université Queen's

Kevin Wark
The Conference for Advanced Life Underwriting

Janet Yale
La Société de l'arthrite

Patricia Jesselon et **Richard Alvarez**

2015 Rapports de recherche — Politiques en matière de santé

Delivering Healthcare to an Aging Population: Nova Scotia's Fiscal Glacier
7 janvier 2015 – Aaron Jacobs, Colin Busby et William B.P. Robson

Managing Healthcare for an Aging Population: Are Demographics a Fiscal Iceberg for Newfoundland and Labrador?
8 janvier 2015 – Aaron Jacobs, Colin Busby et William B.P. Robson

Managing the Cost of Healthcare for an Aging Population: Prince Edward Island's $13 Billion Healthcare Squeeze
9 janvier 2015 – Aaron Jacobs, Colin Busby et William B.P. Robson

Managing the Costs of Healthcare for an Aging Population: The Fiscal Impact of New Brunswick's Demographic Glacier
16 janvier 2015 – Aaron Jacobs, Colin Busby et William B.P. Robson

Doctors without Hospitals: What to do about Specialists Who Can't Find Work
5 février 2015 – Aaron Jacobs, Ake Blomqvist, Colin Busby et William Falk

Rethinking Canada's Unbalanced Mix of Public and Private Healthcare: Insights from Abroad
25 février 2015 – Åke Blomqvist and Colin Busby

A Shot in the Arm: How to Improve Vaccination Policy in Canada
12 mars 2015 – Colin Busby et Nicholas Chesterley

Missed Connections: The Adoption of Information Technology in Canadian Healthcare
26 mars 2015 – Denis Protti

Feasible Pharmacare in the Federation: A Proposal to Break the Gridlock
21 octobre 2015 – Åke Blomqvist and Colin Busby

Measuring Outcomes in the Canadian Health Sector: Driving Better Value from Healthcare
12 novembre 2015 – Irfan Dhalla, Jeremy Veillard, Niek Klazinga et Omid Fekri

2015 Rapports de recherche — Capital humain

Evaluating Student Performance in Pathways to Education
22 janvier 2015 – Adam Lavecchia, Philip Oreopoulos and Robert Brown

Doctors without Hospitals: What to do about Specialists Who Can't Find Work
5 février 2015 – Aaron Jacobs, Ake Blomqvist, Colin Busby et William Falk

Expanding School Choice through Open Enrolment: Lessons from British Columbia
12 février 2015 – Benjamin Cerf Harris, Jane Friesen et Simon Woodcock

What to Do about Canada's Declining Math Scores
29 mai 2015 – Anna Stokke

En avons-nous pour notre argent? La rémunération des enseignants et les résultats pour les élèves dans les six plus grandes provinces canadiennes
1er septembre 2015 – David Johnson

Underperforming Adults? The Paradox of Skills Development in Canada
16 septembre 2015 – Andrew Parkin

Shifting the Federal Tax Burden on the One-Percenters: A Losing Proposition
3 décembre 2015 – Alexandre Laurin

Camille Orridge

Amélioration de l'efficacité de nos institutions

Le programme de recherche de l'Institut aborde la question globale de l'efficience et de la bonne gouvernance des institutions qui sont au cœur des politiques sociales et économiques du Canada. Dans cette veine, le travail réalisé par l'Institut en 2015 a mis l'accent sur la responsabilisation et la transparence de la communication de l'information financière par différents ordres du gouvernement, sur les relations financières intergouvernementales, et sur le processus d'approbation de projets importants touchant plusieurs provinces ou territoires

Une fois de plus, le rapport annuel de l'Institut sur la responsabilité financière des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral du Canada a fait des vagues. De plus, l'Institut a de nouveau encouragé fortement les municipalités canadiennes à améliorer la transparence de la communication de leur information financière, par exemple en utilisant la comptabilité d'exercice pour les dépenses en capital. Le travail approfondi de l'Institut et la solide réputation qu'il s'est taillée dans ces deux domaines ont encouragé plusieurs gouvernements à prendre à cœur les recommandations de l'Institut, afin de permettre aux Canadiens de mieux comprendre les répercussions des décisions prises par leurs représentants.

L'Institut a également donné son avis concernant des enjeux visibles liés à la gouvernance des Premières Nations, particulièrement dans le contexte du développement des ressources naturelles et des autres formes de développement économique. Un article a conclu que les traités modernes avaient un effet positif sur les revenus des Premières Nations qui les avaient signés, car ils fournissaient un cadre de gouvernance plus clair pour un développement économique bénéfique. Toutefois, un autre article a averti que les Premières Nations qui possédaient des revenus autonomes plus élevés ne les consacraient pas nécessairement à l'éducation et au logement, et que ces deux domaines continuaient clairement de relever du gouvernement fédéral.

Une autre étude a examiné des façons de favoriser les intérêts communs entre les Premières Nations, d'autres ordres du gouvernement du pays et les investisseurs dans des projets de ressources et d'infrastructure promettant des avantages économiques plus larges pour le Canada. L'étude a fourni un guide, fondé sur les meilleures pratiques, permettant d'augmenter les probabilités que des ententes mutuellement avantageuses soient conclues.

Pour terminer, les chercheurs de l'Institut ont creusé en profondeur dans les relations financières fédérales-provinciales, dans le cadre d'une étude majeure visant à informer les gouvernements d'ordre supérieur avant les négociations concernant les futurs transferts financiers d'Ottawa aux provinces. L'étude a passé en revue l'histoire de ces transferts et la théorie sous-jacente, et a souligné que non seulement les besoins, mais également la responsabilité de chaque ordre de gouvernement envers les citoyens, étaient requis pour déterminer les niveaux futurs des transferts.

John Stackhouse,
V-P principal, Banque Royale du Canada

Gino Scapillati avec **Donald S. Reimer** (centre) et **Henry N. Jackman**

Conseil national

PRÉSIDENT

David Dodge
Conseiller principal, Bennett Jones LLP, ancien gouverneur de la Banque du Canada

MEMBRES (au 30 avril 2016)

Steven Ambler
Université du Québec

Anita Anand
Université de Toronto

Åke Blomqvist
Université Carleton

Tom Closson

Marshall A. Cohen
Cassels, Brock & Blackwell, LLP

Sherry Cooper
DeGroote School of Business

Leo de Bever

David F. Denison

Wendy Dobson
Rotman School of Management

Rupert Duchesne
Aimia Inc.

Janet Ecker
Toronto Financial Services Alliance

Jock A. Finlayson
Business Council of British Columbia

Adam Found
Ville de Kawartha Lakes

Timothy J. Hearn
Hearn & Associates

Lawrence Herman
Herman & Associates

Peter Howitt
Brown University

Lawson A. Hunter c.r. LL.D.
Stikeman Elliott LLP

Henry N.R. Jackman
E-L Financial Corporation Limited

David R. Johnson
Université Wilfrid Laurier

Thorsten Koeppl
Université Queen's

Nicholas Le Pan

John D. McNeil

Gary P. Mooney
Anderson Sinclair LLP

Edward P. Neufeld

Jeffrey Orr
Corporation financière Power

Hari K. Panday
Panvest Capital Corporation

John Richards
Université Simon Fraser

Guy Savard
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Gino Scapillati
PwC LLP

Kim Shannon
Sionna Investment Managers

Ray Sharma
Extreme Venture Partners

Kathleen P. Taylor
Conseil d'administration de RBC

Gordon G. Thiessen, O.C.

Craig Thorburn
Blake Cassels & Graydon LLP

Susan Wolburgh-Jenah

ACTIVITÉS SUR LES POLITIQUES EN 2015

Les tables rondes, les conférences et les événements spéciaux informels de l'Institut, auxquels on ne peut participer que sur invitation, réunissent des dirigeants d'entreprise, des dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires et des chercheurs de niveau supérieur pour des discussions importantes sur des enjeux en matière de politiques. L'Institut a organisé les événements suivants en 2015 (en ordre chronologique) :

Philip Oreopoulos, professeur d'économie, Université de Toronto
Building Strong Roots of Education: Evaluating the Pathways to Education Program
Déjeuner table ronde à Toronto

L'honorable Mitzie Hunter, ministre associée aux finances pour le gouvernement de l'Ontario
The Ontario Retirement Pension Plan: Helping Ontario Workers Retire with Greater Financial Security
Déjeuner table ronde à Toronto

Benoit Daignault, président et chef de la direction, Exportation et développement Canada
Canada's Trade Toolkit: EDC's Role in Growing Canadian Exports
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : BOYDEN

Sophie Brochu, présidente-directrice générale, Gaz Metro
Les Canadiens, l'environnement et l'énergie : d'un dialogue de sourds à une aspiration nationale partagée
Déjeuner table ronde à Montréal

Lt. Gén. Charles Bouchard, chef de pays, Lockheed Martin Canada
From Libya to Lockheed Martin
Séance d'information pour cadres supérieurs à Ottawa

Initiative de gouvernance d'entreprise
Time for the Pill to Go? The Rights of Shareholders and Duties of Boards During Hostile Takeovers
Conférenciers :
- **Dominic Barton**, directeur général mondial, McKinsey & Company
- **Anita Anand**, professeure de droit, Université de Toronto
- **Sharon Geraghty**, associée, Torys LLP

Modérateur :
- **John Stackhouse**, chargé de recherche principal, Institut C.D. Howe

Déjeuner-conférence à Toronto

Driving Canada Forward: Enhancing SME Growth
Séminaire à Toronto
COMMANDITAIRE : INDUSTRIE CANADA

Hugh O'Reilly, président-directeur général, OPTrust
Pensions as Problem Solvers: The Future of Poison Pills in Canada:
Déjeuner table ronde à Toronto

Ian Telfer, président du conseil d'administration, Goldcorp
Why do Canadian Resource Companies Complain so Much?
Déjeuner table ronde à Calgary
COMMANDITAIRE : RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

Noel Archard, directeur général et chef, BlackRock Canada
In Challenge, Opportunity: How we Can Help Canadian Investors Do Better
Déjeuner table ronde à Toronto

Making it in Canada: Challenges and Opportunities for Canadian Manufacturing
Séminaire à Toronto

Patrick Robinson, chef des politiques publiques, Canada et Europe, Airbnb; et Christopher Schafer, chef des politiques publiques, Canada, Uber
Game Changers: Implications of Innovation and the Sharing Economy
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : MORGAN MEIGHEN & ASSOCIATES

The Fiscal Accountability Rankings of Canada's Most Senior Governments
Conférenciers :
- **L'honorable Bob Rae**, ancien premier ministre de l'Ontario, et ancien chef intérimaire du Parti libéral du Canada
- **Ernie Eves**, ancien premier ministre de l'Ontario
- **Greg Sorbara**, ancien ministre des Finances de l'Ontario
- **Bill Robson**, président-directeur général, Institut C.D. Howe

Déjeuner table ronde à Toronto

L'honorable James Moore, ministre, Industrie Canada
Déjeuner table ronde à Toronto

Jochen Tilk, président et chef de la direction, Potash Corporation of Saskatchewan
PotashCorp: Room to Grow, The Road Ahead for Saskatchewan's Pink Gold
Déjeuner table ronde à Calgary

Série de débats des entrepreneurs
Breaking Through the Barriers: How do we create successful entrepreneurs in Canada?
Conférenciers :
- **Arlene Dickinson,** PDG, Venture Communications
- **Nitin Kawale,** président, Enterprise Business Unit, Rogers
- **Greg Taylor,** cofondateur, Steam Whistle Brewing et modérateur
- **John Stackhouse,** vice-président principal, bureau du chef de la direction, RBC

Événement spécial à Toronto
COMMANDITAIRE : BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA

Paul Rochon, sous-ministre, ministère des Finances
Economic Action Plan 2015
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS

Souper des directeurs, 2015

Victor Dodig, président-directeur général de CIBC, **Sam Sebastian**, directeur général, Google, et **Bill McFarland**, chef de la direction et associé principal, PWC Canada

Nitin Kawale et **Arlene Dickinson**

David Dodge, conseiller principal, Bennett Jones LLPl président, Conseil national de l'Institut C.D. Howe
Financial Regulation and Efficiency: Tradeoffs in the Post-Financial Crisis Era
Dîner-conférence à Ottawa

Gerry Protti, président, Alberta Energy Regulator
The Innovation Imperative – Alberta's Energy Regulator
Déjeuner table ronde à Calgary

Michael Ferguson, vérificateur général du Canada
Government Accountability: What do Canadians Expect?
Déjeuner table ronde à Toronto

Suzanne Fortier, principale et vice-chancelière, Université McGill
Gagner la partie : en investissant stratégiquement dans les universités, le Canada peut devenir un chef de file mondial en matière de recherche et d'innovation
Déjeuner table ronde à Montréal

Our Most Important Resource: Why Canada Needs to Invest in Human Capital
Conférenciers :
- **Harvey Weingarten**, président et chef de la direction, Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur
- **Heather Stockton**, associée en capital humain, Deloitte
- **Wilma Vreeswijk**, sous-ministre adjointe, Citoyenneté et Immigration Canada
- **Gina Wilson**, sous-ministre adjointe, Emploi et Développement social Canada

Déjeuner table ronde à Toronto

Jean Turmel, président, Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Multiplication of Asset Classes, Challenges and Opportunities for Large Pension Funds
Déjeuner table ronde à Toronto

Health Partnership Summit: The Promise of Integrated Healthcare
Conférence spéciale sur les politiques, Niagara-on-the-Lake
COMMANDITAIRES : IBM, CERNER, NEXJ HEALTH, SAINT ELIZABETH, HAY GROUP, MEDAVIE BLUE CROSS, TELUS HEALTH

Howard Wetston, président du conseil, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Souper annuel des directeurs
COMMANDITAIRE : BENNETT JONES LLP

Tiff Macklem, doyen, Rotman School of Management, Université de Toronto
Crisis Management to Crisis Leadership
Souper annuel des chercheurs
RENDU POSSIBLE PAR UN DON GÉNÉREUX DE WENDY DOBSON

Mark Wiseman, président et chef de la direction, OPRPC
Lessons from the Long Term
Déjeuner table ronde à Calgary
COMMANDITAIRE : RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

A Great Debate
How should the broadcasting and digital media content that Canadians have access to be publicly regulated and funded, through a public broadcaster or by other means?
Conférenciers :
- **Anthony Burman**, professeur émérite invité, École de journalisme, Université Ryerson
- **Andrew Coyne**, chroniqueur et responsable des pages éditoriales, National Post
- **Peter Miller**, avocat spécialisé dans les médias et consultant
- **Lawson Hunter**, avocat, Stikeman Elliott LLP

Modérateur :
- **Ann Medina**, ancienne correspondante principale à l'étranger, CBC's The Journal

Déjeuner table ronde à Toronto

Andy Byford, chef de la direction, Toronto Transit Commission
Modernizing the TTC: The Halfway Point
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : BOYDEN GLOBAL EXECUTIVE SEARCH

The Future of Financial Service: Competition and Growth
Conférence spéciale sur les politiques
COMMANDITAIRE : CBA, IFIC, IIAC, IBC, CLHIA, TFSA, ET CUCC

L'honorable James Oliver, ministre des Finances du Canada
Advancing Canada's Economic Prospects
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

Robert Hardt, président-directeur général, Siemens Canada
Rethinking Canadian Manufacturing
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : BOYDEN GLOBAL EXECUTIVE SEARCH

Kevin Uebelein, chef de la direction, Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
For Your Consideration: AIMCo and the View from Alberta
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

Comité d'experts sur le cadre de recyclage de l'Ontario
Conférenciers :
- **Jo-Anne St. Godard**, directrice générale, Conseil du recyclage de l'Ontario
- **Ken Friesen**, directeur général, Canadian Beverage Container Recycling Association
- **Tom Chervinsky**, vice-président chargé des campagnes, Canadians for Clean Prosperity

Déjeuner table ronde à Toronto

ACTIVITÉS SUR LES POLITIQUES EN 2015
(SUITE)

Souper Dans l'esprit d'un PDG
Conférenciers :
- **Sam Sebastian**, directeur administratif, Google Canada
- **Bill McFarland**, chef de la direction et associé principal, PwC Canada
- **Victor Dodig**, président et chef de la direction, CIBC

Souper du Cercle des mécènes à Toronto
COMMANDITAIRE : PWC LLP

L'honorable Denis Coderre, maire de la ville de Montréal
Fédéral, provincial et municipal : partenaires pour le développement économique de Montréal
Déjeuner table ronde à Montréal

Le très honorable Conrad Black, auteur, *Rise to Greatness: The History of Canada from the Vikings to the Present*
Déjeuner table ronde à Toronto

Réception du prix Purvis pour Kevin Milligan, professeur d'économie à l'Université de la Colombie-Britannique
Événement spécial à Toronto

Dennis DesRosiers, président, DesRosiers Automotive Consultants
The Elephant in the Room: Climate Change and the Automotive Industry
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : FORD DU CANADA LIMITÉE

L'honorable Carlos Leitao, ministre des Finances, gouvernement du Québec
La situation économique et financière du Québec
Déjeuner table ronde à Montréal
COMMANDITAIRE : INTACT CORPORATION FINANCIÈRE

L'honorable Deb Matthews, vice-première ministre, présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Stratégie ontarienne de réduction de la pauvreté
Our Plan to Build Ontario Up
Déjeuner table ronde à Toronto

Comité d'experts sur le programme pour la politique énergétique dans le nouveau Parlement
Conférenciers :
- **Goldy Hyder**, présidente-directrice générale, Hill+Knowlton Strategies
- **L'honorable Darrell Dexter**, vice-président, Global Public Affairs et ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse
- **Rob Silver**, associé, Crestview Strategy

Déjeuner table ronde à Toronto

Pierre Marc Johnson, ancien premier ministre, gouvernement du Québec
L'AECG : consolidation de notre relation avec l'Europe
Déjeuner table ronde à Montréal
COMMANDITAIRE : BROOKFIELD

Souper du Cercle des mécènes avec les agents principaux de gestion des risques
Bridging Troubled Waters: Le Conseil de politique économique internationale en 2015
Conférenciers :
- **Mark Hughes**, agent principal de gestion des risques, RBC
- **Laura Dottori-Attanasio**, vice-présidente administrative et agente principale de gestion des risques, CIBC
- **Rahim Hirji**, vice-président administratif et agent principal de gestion des risques, Manuvie

Souper du Cercle des mécènes à Toronto
COMMANDITAIRE : GRANT THORNTON LLP

Annette Verschuren

Jim Keohane, président et chef de la direction, Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOOP)
HOOPP – A Flexible Pension Model that Works
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : JP MORGAN

Grant Sprague, sous-ministre, Alberta Energy
Public Confidence in the Energy Sector
Déjeuner table ronde à Calgary

William Robson, président-directeur général, Institut C.D. Howe, Daniel Schwanen, vice-président de la recherche, Institut C.D. Howe, et Craig Alexander, vice-président, analyse de politiques, Institut C.D. Howe
Policy Priorities for Canada's New Federal Government
Dîner-conférence à Ottawa

Jean-Denis Fréchette, directeur parlementaire du budget
Activities and role of the PBO in a Newly Elected Government: What's Ahead
Déjeuner table ronde à Toronto

Bonnie Lysyk, vérificatrice générale, province de l'Ontario
Inside the Auditor General's Office – Perspectives on Government Finances and Value for Money Audits
Déjeuner table ronde à Toronto

Goldy Hyder (centre)

Alisha Clancy et **Grant Bishop**

Brian Davis et **Anita Anand**

Andrew Treusch, Commissaire du Revenu et premier dirigeant, Agence du revenu du Canada
New Directions in Tax Administration
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRES : OPEN TEXT ET THOMSON REUTERS

John Pecman, Commissaire de la concurrence
Keeping Pace in Changing Times: The Importance of Competition Advocacy
Déjeuner table ronde à Toronto

Michael McCain, président et chef de la direction, Aliments Maple Leaf
Global Food Security Policy
Déjeuner table ronde à Toronto

Ray Gilmour, sous-ministre, Alberta Treasury Board and Finance
Fiscal Update
Déjeuner table ronde à Calgary

Timothy O'Neill, président, IESO
Emerging Challenges and Opportunities for Ontario's Electricity Sector
Déjeuner table ronde à Toronto

Peter Watson, président et premier dirigeant, Office national de l'énergie
Building Public Trust in Pipelines
Déjeuner table ronde à Calgary
COMMANDITAIRE : CIBC

Comité d'experts sur la responsabilité fiscale municipale
Conférenciers :
- **Peter Wallace**, directeur municipal, Ville de Toronto
- **Bill Hughes**, commissaire des finances et trésorier, Municipalité régionale de York
- **Bill Forward**, ancien sous-ministre des Affaires municipales et du Logement, gouvernement de l'Ontario
- **Bill Robson**, président-directeur général, Institut C.D. Howe

Déjeuner table ronde à Toronto

Andrea Stairs, directrice de pays, eBay Canada
Technology Enabling the Next Generation of Canadian Exporters
Déjeuner table ronde à Toronto

Souper annuel des bienfaiteurs
Policy Priorities for Canada's New Federal Government
- **William Robson**, président-directeur général, Institut C.D. Howe
- **Daniel Schwanen**, vice-président de la recherche, Institut C.D. Howe
- **Craig Alexander** vice-président, analyse de politique, Institut C.D. Howe

Dawn Farrell, présidente et chef de la direction, TransAlta
The Long Play: Managing Uncertainty by Mobilizing Action
Déjeuner table ronde à Calgary

The Future of Canadian Telecommunications and Broadcasting
Conférence spéciale sur les politiques, Ottawa

Howard Eng, président et chef de la direction,
Greater Toronto Airports Authority
Toronto Pearson: Growth, Connectivity, Capacity – How Canada's Global Hub Airport Powers our Economy
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : TORONTO PEARSON

L'honorable Joe Ceci, président du Conseil du Trésor et ministre des Finances de l'Alberta, et l'honorable Margaret McCuaig-Boyd, ministre de l'Énergie
Economic and Energy Policy Priorities for the Province of Alberta
COMMANDITAIRE : GE CANADA

Ellis Jacob, président et chef de la direction, Cineplex
A Model for Success: Business and Government Working Together
Déjeuner table ronde à Toronto

Building the Future of Canada's Transportation Infrastructure
Conférence spéciale sur les politiques
COMMANDITAIRES : METROLINX ET HATCH MOTT MACDONALD

Mark Zelmer, sous-surintendant, Secteur de la réglementation, BSIF
Asset Managers and Global Financial Stability
Déjeuner table ronde à Toronto

Craig Alexander vice-président, analyse de politique, Institut C.D. Howe, et Ross Finnie, professeur, École supérieure d'affaires publiques et internationales, Université d'Ottawa
Opportunity and Prosperity in the Canadian Labour Markets
Dîner-conférence à Ottawa

Heather Munroe Blum, présidente du conseil, Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Governance Matters: Making Public Service Count
Déjeuner table ronde à Toronto
COMMANDITAIRE : RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

Long-Term Vision in a Fast-Changing World: Policies to Support Canadians' Financial Security in Retirement
Séminaire à Toronto

Daniel Schwanen, vice-président de la recherche, Institut C.D. Howe, Ross Hornby, vice-président aux affaires gouvernementales et aux politiques, GE Canada, et Sam Boutziouvis, vice-président aux relations gouvernementales et aux institutions multilatérales, Groupe SNC-Lavalin inc.
The Trans-Pacific Partnership: The Canadian Key to Trade with Asia?
Déjeuner table ronde à Toronto

Dons et subventions importants en 2015

C'est le soutien privé qui rend possible le travail de l'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance. Les gens sont souvent étonnés de voir les ressources modestes dont nous disposons. Nous n'avons qu'un seul bureau et une trentaine d'employés. Nous n'avons ni fondations dans les huit chiffres ni subvention gouvernementale pluriannuelle majeure. Tous les dons sont purement philanthropiques : l'Institut n'accepte aucun don accompagné d'une demande de résultat prédéterminé ou qui nuit de toute autre façon à l'autonomie de son personnel et de ses auteurs.

Les dons importants ciblés et les commandites d'événements permettent à nos partisans d'augmenter les capacités de l'Institut en matière de recherche et de diffusion dans des domaines d'intérêt spécifiques. Ils viennent compléter la campagne d'adhésion annuelle, renforçant l'Institut et lui permettant de recruter des chercheurs et de soutenir des programmes qui améliorent sa capacité à élaborer des solutions innovantes aux défis en matière de politique. Nous tenons à remercier les donateurs et commanditaires suivants :

Dons importants provenant de particuliers

James C. Baillie
Malkin Dare
Wendy Dobson
Briar Foster
Mary et Graham Hallward
John et Rebecca Horwood
Donald K. Johnson
Brian et Colleen Johnston
Thomas Kierans
Richard Legault

Subventions majeures de la part d'organisations

ATCO Group
Aurea Foundation
Burnco
Association canadienne des boissons
Association canadienne d'études fiscales
Clark Family Foundation
Clean Energy Canada
Conference for Advanced Life Underwriting
CPA Canada
Fondation canadienne Donner
Four Halls
Hal Jackman Foundation
Johnson & Johnson Canada
Bureau d'assurance du Canada
Fondation Max Bell
Mattamy Homes
Fondation John Dobson
Lotte & John Hecht Memorial Foundation
Ontario Retirement Communities Association
Petman Foundation
Rotman Family Foundation
Power Corporation of Canada
Rogers Communications Inc.
Toronto Financial Services Alliance
Fondation W. Garfield Weston
Wilson Foundation

MERCI POUR VOS DONS DE BIENFAISANCE

« Bennett Jones est fière d'appuyer les événements informels et uniques de l'Institut C.D. Howe, qui fournissent des discussions franches qui suscitent la réflexion. En tant que voix impartiale et respectée, l'Institut attire régulièrement les dirigeants les plus distingués en tant que conférenciers. »

–Hugh MacKinnon, président-directeur général, Bennett Jones

« Le Canada est un meilleur endroit grâce aux travaux d'analyses de politiques très réputés de l'Institut C.D. Howe. »

– Edmund Clark, ancien président et chef de la direction, Groupe Banque TD

« Je soutiens l'Institut C.D. Howe, parce que le Canada a besoin de recherches claires, impartiales et fondées sur les faits concernant les enjeux majeurs pour notre pays. L'Institut C.D. Howe n'y manque pas. Bien que l'on ne puisse pas douter que certaines conclusions sont mal accueillies, on ne peut pas contester la rigueur de l'analyse! »

Brian K. Johnston, chef de l'exploitation, Mattamy Homes

Commanditaires des événements majeurs

Bennett Jones
Your lawyer. Your law firm. Your business advisor.
www.bennettjones.com

GE

pwc

Grant Thornton
An instinct for growth™

WENDY DOBSON

Commanditaires des conférences

ROGERS

Industry Canada Industrie Canada

METROLINX
An agency of the Government of Ontario

Hatch Mott MacDonald

Association des banquiers canadiens
Canadian Bankers Association

Credit Union Central of Canada

IBC BAC Insurance Bureau of Canada / Bureau d'assurance du Canada

CFA Institute

TFSA Toronto Financial Services Alliance

IIAC ACCVM

IFIC The Investment Funds Institute of Canada / L'Institut des fonds d'investissement du Canada

IBM

TELUS HEALTH
Information for Life.

MEDAVIE BLUE CROSS

Saint Elizabeth
Well beyond health care

Cerner

NEXJ HEALTH

HayGroup

Commanditaires des tables rondes et des événements spéciaux

RBC Capital Markets

CIBC

J.P.Morgan

Boyden
global executive search

Ford

[intact]

Brookfield

ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS
CANADIAN BANKERS ASSOCIATION

OPENTEXT

THOMSON REUTERS

BDC

Toronto Pearson

MORGAN MEIGHEN & ASSOCIATES

Commanditaires des tables d'étudiants

BURNCO

AGF
What are you doing after work?

Terry Zive et **Michael Landry**

Robert Johnstone

Briar Foster

Les membres de l'Institut en 2015

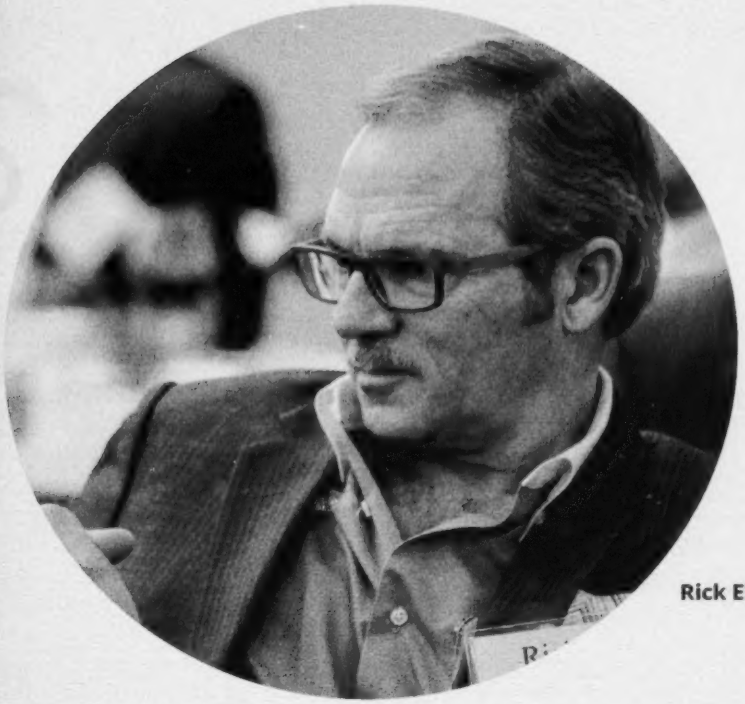
Particuliers

Babak Abbaszadeh
Andrew Abouchar
Lalit Aggarwal
Francis R. Allen
E. James Arnett, c.r.
Keith Ambachtsheer
James C. Baillie
Bruce Barker
Donald Bennett
George Bezaire
William Black
David E. Bond
Steven Bright
Peter Buzzi
Robert C. Caldwell
Paul Cantor
Edward A. Carmichael
Edmund Clark
Jack Cockwell
Marshall A. Cohen
Kendall E. Cork
Will Cornelissen
Bryan et Malkin Dare
Catherine Delaney
Ian Delaney
David F. Denison
Hélène Desmarais
Wendy Dobson
David Dodge
Steve Dorey
Robert Dunlop
Kevin Ellison
Don Ezra
Will Falk
James D. Fleck
Briar Foster
Fred Gorbet
Peter Goring
Rob Graham BA, MBA, ICD.D
John A.G. Grant
Barry Gros
Douglas Grundy
Geoffrey Hale
Mary et Graham Hallward
Marianne Harris
Timothy J. Hearn
G.R. Heffernan
Lawrence Herman
Jim Hinds
Tim Hodgson
Igal Holtzer
Rebecca Horwood
Dallas Howe
Peter Hunt
Hunter H. Douglas
Julien Hutchinson
Richard W. Ivey
Jon R. Johnson
Robert Johnstone
Marcel Kasumovich
John A. Kazanjian
Claire M.C. Kennedy
Thomas E. Kierans
Paul Kirkconnell
Anthony Lacavera
Robert Lamoureux
Michael Landry
Sébastien Leblond
David A. Leslie
Henry Lotin
Jeffrey Lozon
J.W. (Wes) MacAleer
David A. Marshall
Stephen Marshall
Sabi Marwah
R.B. (Biff) Matthews
Rory McAlpine
Gerald McCaughey
James P. McIlroy
Antony McManus
John D. McNeil
Mark McQueen
Jack Mintz
Bruce H. Mitchell
William Molson, CA
Gary P. Mooney
Edward P. Neufeld
Angelo Nikolakakis
Nick Pantaleo, FCA
Bill Papoutsis
Dani Peters
Paul Pryce
Donald S. Reimer
G.L. Reuber
Robert F. Richards
William B.P. Robson
Del Rollo
W.P. Rosenfeld, c.r.
Guylaine Saucier
Gerald Schwartz
Ziv Shnitzer
Mary-Anne Sillamaa
Helen K. Sinclair
Paul G. Smith
Andrew Spence
Paul R. Stanley
Wayne Steadman
Daniel Sullivan
Catherine Swift
Thomas H.B. Symons
Frederick H. Telmer
John D. Tennant
John M. Thompson
Craig C. Thorburn
Tom Trimble
Annette Verschuren
Warren Viegas
John Wilkinson
Ken Wilson, Coril Holdings
Alfred G. Wirth
David Wishart
Tom Woods

Paul Cantor

Rebecca Horwood

G.R. Heffernan



Rick Ekstein

Établissements d'enseignement postsecondaire

Université Carleton
Centennial College
DeGroote School of Business
HEC Montréal
Université McMaster
Université Queen's
Université Ryerson
Université de Calgary
Université Western Ontario
Université de l'Alberta
Université de la Colombie-Britannique
Université du Manitoba
Université de Toronto
Université Wilfrid Laurier

Associations, fondations et sociétés

Accenture
Advocis
AGF Management Limited
Agnico-Eagle Mines Ltd.
Aimia
Alberta Real Estate Association
Algoma Central Corporation
Altus Group
AMJ Campbell
Institut canadien des évaluateurs
ARC Financial Corp.
Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite
Association nationale des entreprises en recrutement et placement du personnel
Assuris
ATB Financial
ATCO Ltd. & Canadian Utilities Limited
Barrick Gold Corporation
Benecaid
Bennett Jones LLP
Berkeley Payment Solutions
Blake Cassels & Graydon LLP
BMO Groupe financier
Bombardier Inc.
Borden Ladner Gervais LLP
Boyden
Brookfield Asset Management Inc.
Brookfield BRP Canada Corp.
Buck Consultants, A Xerox Company
Burgundy Asset Management
Goal Group of Companies
Business Council of British Columbia
Banque de développement du Canada
C.S.T. Consultants Inc.
Cadillac Fairview Corp. Ltd.
Caisse de dépôt et placement du Québec
Chambre de Commerce de Calgary
Société d'assurance-dépôts du Canada
Canada Guaranty
Canada Overseas Investments Limited
Canada's Venture Capital & Private Equity Association
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association des banquiers canadiens
Association canadienne des boissons
Société canadienne du sang
Association canadienne de pipelines d'énergie
Association Canadienne de Financement et de Location
Association Canadienne du Gaz
Association canadienne du médicament générique
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.
Institut national canadien pour les aveugles (INCA)
Chemin de fer Canadien Pacifique
Association canadienne des paiements
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux
Association canadienne d'études fiscales
Banque Canadienne de l'Ouest
Canam Group Inc.
Candor Investments Ltd.
Cargill Limited
CCL Group Inc.
Cenovus Energy Inc.
Certified General Accountants Association of Alberta
Chevron Canada Limited
Clairvest Group Inc.
CN
Cogeco Cable Inc.
Concentra Financial
CPA Canada
Credit Union Central of Canada
Deloitte
Groupe Desjardins
Devon Canada Corporation
Fondation canadienne Donner
E.I. DuPont du Canada Limitée
Economap Inc.
Edco Financial Holdings Ltd.

Julie Washburn et **Caroline Hughes**

Rosemary Macklem et **Paul Hickey**

Bruce Barker et Invités

Ross Hornby, Vice-président,
Affaires gouvernementales
et politiques, GE Canada

Stephen J.R. Smith et **John D. McNeil**

Les membres de l'Institut
(suite)

Edmonton Economic Development Corporation
E-L Financial Corporation Limited
Enbridge
Ensign Energy Services Inc.
Exportation et développement Canada
Fednav Limited
Fidelity Investments
First National Financial LP
Ford du Canada Limitée
Association des produits forestiers du Canada
Four Halls Inc.
GE Canada
Genworth Financial Canada
Gluskin Sheff + Associates Inc.
Google Canada Inc.
Gordon J. Homer Advisory Services
Grant Thornton LLP
Greater Saskatoon Chamber of Commerce
Harvard Developments Inc., A Hill Company
Hill & Knowlton
Home Trust Company
Human Resources Professionals Association (HRPA)
Husky Energy
Hydro One Inc.
Hydro-Québec
IC Funding Financial Corp
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
Independent Diagnostic Clinics Association
Independent Electricity System Operator
Bureau d'assurance du Canada
Intact Corporation financière
Intuit
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
Groupe Investors
J.P. Morgan Securities Canada Inc.
Fondation Jackman
Kinross Gold Corporation
KPMG LLP
Lifelabs
Maclab Enterprises
Magris Resources Inc.
Financière Manuvie
Mastercard Canada
Matco Investments Ltd.
Mattamy Homes
Fondation Max Bell
McCain Foods Limited
McCarthy Tétrault LLP
McKinsey & Company Canada
MD Physican Services
Medcan Health Management Inc.
Groupe Santé Medisys
Mercer
Metro Inc.
Metrolinx
Morgan Meighen & Associates
Morneau Shepell
Banque Nationale du Canada
NAV CANADA
Association canadienne des pharmacies de quartier
Normandin Beaudry
OMERS
Ontario Long Term Care Association
Ontario Power Generation Inc.
Ontario Real Estate Association
Ontario Retirement Communities Association
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Fondation Trillium de l'Ontario
OPTrust
Osler, Hoskin & Harcourt LLP
Parkland Fuel Corporation
Passeport pour ma réussite
Pfizer Canada Inc.
Fondation Pirie
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.
Power Corporation of Canada
Progress Energy Canada Ltd.
Promontory Financial Group Canada
Société D'indemnisation en Matière D'assurances IARD
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
PwC
Qtrade Financial Group
RBC
Residential and Civil Construction Alliance of Ontario
Rogers Communications Inc.
Saint Elizabeth Health Care
Sandoz Canada Inc.
Banque Scotia
Shell Canada Limitée
Sionna Investment Managers
Groupe SNC-Lavalin Inc.
SpencerStuart
Summerhill Capital Management
Financière Sun Life Inc.
Suncor Energy Inc.
Groupe Financier Banque TD
Teck Resources Limited
Telpay
La Société de l'arthrite
Conseil canadien pour les partenariats public-privé
The Conference for Advanced Life Underwriting
La Great-West, compagnie d'assurance-vie et London Life Compagnie d'Assurance-vie
The Guarantee Company of North America
The Institute for Competitiveness and Prosperity
Institut des fonds d'investissement du Canada
The Petman Foundation
Toronto Financial Services Alliance
Chambre de commerce de la région de Toronto
Torys LLP
Transat A.T. inc.
TransCanada Corporation
Via Rail Canada Inc.
Visa Canada
Weston Forest Products Inc.
Willis Towers Watson PLC

L'honorable Deb Matthews,
ministre de la Santé et des soins de longue durée, Ontario

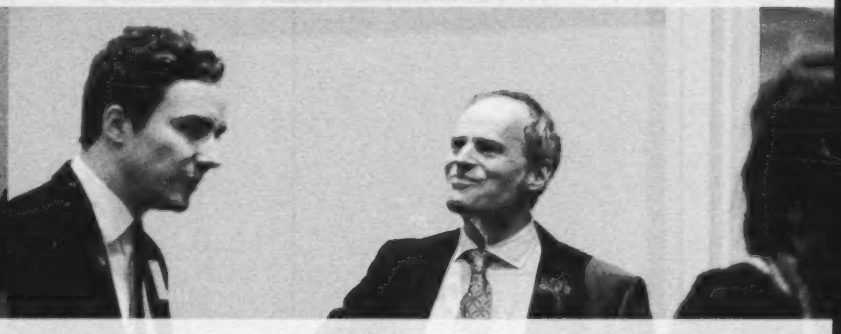
William B.P. Robson avec le personnel de l'Institut

Devan Gander

Ramya Muthukumaran, Jennifer Tsao et **Stephane Paris**

Daniel Safayeni

Kyle Murphy , Julien Hutchinson , et **Yanning Peng**



Alex McBrien et **Scott Burns**

Personnel de l'Institut

(au 30 avril 2016)

Craig Alexander
Vice-président, analyse économique

Colin Busby
Codirecteur de la recherche

Nairy Cappiello
Adjointe de direction du vice-président principal et chef de de l'exploitation, coordonnatrice des ressources humaines du développement

Christina Chew
Planificatrice principale d'événements

Benjamin Dachis
Codirecteur de la recherche

Aline Emirzian
Directrice de bureau

James Fleming
Éditeur et vice-président des médias

Devan Gander
Agent du développement, conseils de politiques

Kristine Gray
Coordonnatrice principale, adjointe à la recherche et de direction du vice-président de la recherche

Aaron Jacobs
Chercheur

Rowena Jeffers
Contrôleure

Julie Jo
Coordonnatrice d'événements

Allison Kehoe
Agente du développement, relations avec les membres

Amanda Klowak
Planificatrice d'événements

Hal Koblin
Directeur de l'avancement de la recherche

Jeremy Kronick
Analyste de politique principal

Alexandre Laurin
Directeur de la recherche

Alex McBrien
Agent des communications

Duncan Munn
Vice-président principal et chef de l'exploitation

Kyle Murphy
Agent des communications

Ramya Muthukumaran
Chercheur

Stéphane Paris
Agent principal de développement

Joan Price
Secrétaire générale et assistante de direction auprès du président-directeur général

Meghan Pritchard
Agente principale de développement, événements

Briana Richard
Coordonnatrice de bureau et du développement

William B.P. Robson
Président-directeur général

Daniel Safayeni
Directeur du développement et des relations avec les membres

Daniel Schwanen
Vice-président chargé de la recherche

Jennifer Tsao
Chercheure

Mandy van Waes
Agente du développement, activités

Yang Zhao
Graphiste

Chercheurs 2015

CHARGÉS DE RECHERCHE INVITÉS

Steven Ambler
Anita Anand
Grant Bishop
Åke Blomqvist
Dan Ciuriak
Adam Found
Peter Howitt
Edward Iacobucci
David R. Johnson
Thorsten Koeppl
Kevin Milligan
John Richards

CHARGÉS DE RECHERCHE PRINCIPAUX

Richard Alvarez
John Crow
John M. Curtis
Janet M. Davidson
Leo de Bever
Don Drummond
Ivan P. Fellegi
Claude E. Forget
Malcolm P. Hamilton
Lawrence L. Herman
Philip Howell
Lawson A. Hunter
Paul Jenkins
Warren J. Jestin
Thomas E. Kierans
Nicholas LePan
Louis Lévesque
John D. Murray
Edward P. Neufeld
Al D. O'Brien
Andrew Spence
John Stackhouse
Gordon G. Thiessen
Konrad von Finckenstein
Howard I. Wetston

CHARGÉS DE RECHERCHE

Charles Beach
Richard M. Bird
Marcel Boyer
John Chant
Miles Corak
Philip Cross
Bev Dahlby
James Davies
Donald Dewees
W. E. Diewert
Wendy Dobson
Pierre Duguay
Ross Finnie
Pierre Fortin
Michael M. Hart
John F. Helliwell
Ian Irvine
Mark Jaccard
Rays Kesselman
David Laidler
David Longworth
James MacGee
Paul R. Masson
Angelo Melino
Frank Milne
Andrew Parkin
Michael Parkin
Christopher Ragan
Angela Redish
William M. Scarth
Tammy Schirle
Pierre Siklos
Arthur Sweetman
Michael J. Trebilcock
Daniel Trefler
William Watson
Thomas A. Wilson

CHARGÉS DE RECHERCHE INTERNATIONAUX

Rosanne Altshuler
Alan J. Auerbach
Timothy Brennan
Thiess Büettner
Willem Buiter
Martin S. Eichenbaum
Arnold C. Harberger
Peter Howitt
Edward Kleinbard
Joel B. Slemrod
Lawrence J. White

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de l'Institut C.D. Howe

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut C.D. Howe, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2015 et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut C.D. Howe au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte S.E.N.C.R.L./S.R.L.

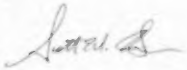
Comptables professionnels agrees
Experts-comptables autorises
Toronto (Ontario), Canada
Le 4 mai 2016

Institut C.D. Howe
Bilan
au 31 décembre 2015

	2015	2014
	$	$
Actif		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**3 224 691**	3 307 651
Débiteurs	**413 716**	107 364
Charges payées d'avance	**56 646**	78 387
	3 695 053	3 493 402
Placements à long terme (note 4)	**5 293 661**	5 239 390
Immobilisations (note 5)	**592 846**	599 866
	9 581 560	9 332 658
Passif		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	**172 160**	133 450
Apports reportés	**1 799 032**	1 675 694
	1 971 192	1 809 144
Passifs à long terme		
Apports en capital reportés	**213 837**	237 801
Loyers reportés	**196 911**	207 039
	410 748	444 840
	2 381 940	2 253 984
Soldes de fonds		
Fonds investis en immobilisations (note 7)	**379 009**	362 065
Fonds de fonctionnement	**1 541 406**	1 491 118
Fonds de dotation (note 8)	**5 279 205**	5 225 491
	7 199 620	7 078 674
	9 581 560	9 332 658

Approuvé par le conseil d'administration,

président du conseil



président du comité d'audit, des finances et des risques

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe
État des résultats
Exercice clos le 31 décembre 2015

	2015	2014
	$	$
Produits		
Apports et contributions	**3 835 348**	3 632 413
Produits tirés d'événements	**991 513**	742 813
Revenus de placement – gains réalisés (note 12)	**20 654**	36 409
Revenus de placement – gains non réalisés	**3 665**	5 011
Vente de publications	**11 360**	10 538
Produits tirés de contrats	**48 595**	7 201
	4 911 135	4 434 385
Charges		
Frais de recherche, d'administration et charges relatives aux projets (note 12)	**4 728 932**	4 171 131
Amortissement	**114 971**	122 166
	4 843 903	4 293 297
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	**67 232**	141 088

Institut C.D. Howe
État de l'évolution des soldes de fonds
Exercice clos le 31 décembre 2015

	Fonds investis en immobilisations	Fonds de fonctionnement	Fonds de dotation	2015 Total	2014 Total
	$	$	$	$	$
Soldes au début	**362 065**	**1 491 118**	**5 225 491**	**7 078 674**	6 533 611
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	**(91 007)**	**158 239**	**-**	**67 232**	141 088
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les placements (note 8)	**-**	**-**	**(125 041)**	**(125 041)**	147 208
Apports reçus au cours de l'exercice (note 8)	**-**	**-**	**50 000**	**50 000**	191 401
Revenus de placement (note 8)	**-**	**-**	**343 275**	**343 275**	322 240
Transfert aux apports reportés au cours de l'exercice (note 8)	**-**	**-**	**(214 520)**	**(214 520)**	(256 874)
Achat d'immobilisations	**107 951**	**(107 951)**	**-**	**-**	-
Soldes à la fin	**379 009**	**1 541 406**	**5 279 205**	**7 199 620**	7 078 674

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe
État des flux de trésorerie
Exercice clos le 31 décembre 2015

	2015	2014
	$	$
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	**67 232**	141 088
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations	**114 971**	122 166
Amortissement des apports en capital reportés	**(23 964)**	(23 964)
Gains non réalisés sur les placements	**(3 665)**	(5 011)
Amortissement des loyers reportés	**(10 128)**	(10 128)
	144 446	224 151
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulements		
Débiteurs	**(306 352)**	135 539
Charges payées d'avance	**21 741**	(26 274)
Créditeurs et charges à payer	**38 710**	(23 655)
Apports reportés	**123 338**	(165 668)
	21 883	144 093
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	**(107 951)**	(61 319)
Achat de placements	**(814 029)**	(1 336 216)
Produit de la vente de placements	**763 423**	1 479 898
	(158 557)	82 363
Activités de financement		
Dotation et revenus, moins les charges et le transfert (note 8)	**53 714**	403 975
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	**(82 960)**	630 431
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début de l'exercice	**3 307 651**	2 677 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de l'exercice	**3 224 691**	3 307 651
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :		
Trésorerie	**366 508**	316 795
Équivalents de trésorerie – dépôts productifs d'intérêts	**2 858 183**	2 990 856
	3 224 691	3 307 651

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

1. Description de l'organisme

L'Institut C.D. Howe (l'« Institut ») est un organisme sans but lucratif et indépendant créé à des fins d'éducation et de recherche. Il effectue des analyses indépendantes, commente les enjeux liés aux politiques publiques et convertit ses recherches spécialisées en mesures concrètes pouvant être prises par le gouvernement et le secteur privé. L'Institut est un organisme de bienfaisance enregistré et exonéré d'impôt en vertu du paragraphe 149 (1) (f) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Il a été constitué en société par actions en vertu de la Partie II de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 23 avril 1958 et prorogé en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* le 6 juin 2014.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, publiées par les Comptables professionnels agréés du Canada, au moyen de la méthode du report, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes :

Apports

Les apports sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus, à moins que le donateur précise qu'ils sont liés à l'exercice suivant ou aux exercices suivants, auquel cas les apports sont reportés jusqu'à ce que les charges admissibles soient engagées. Les apports de matières et de services utilisés dans le cours normal des activités de l'Institut sont comptabilisés à leur juste valeur lorsque les montants peuvent être estimés de façon raisonnable. Les dotations sont comptabilisées comme des augmentations directes des soldes de fonds. Les virements des fonds de dotation vers le fonds de fonctionnement sont comptabilisés lorsqu'ils sont autorisés par le donateur.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur lorsque l'Institut devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers, à l'exception des placements, sont évalués au coût amorti. L'Institut a décidé d'utiliser l'option de la juste valeur aux fins de l'évaluation des placements, et toute variation subséquente de la juste valeur est comptabilisée à l'état des résultats.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à chaque date de clôture afin de déterminer si une indication de dépréciation existe. Dans l'affirmative, l'actif est déprécié et la perte de valeur connexe est comptabilisée à l'état des résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts productifs d'intérêts qui sont remboursables à vue et les titres canadiens dont les dates d'échéance initiales sont de trois mois ou moins.

Placements à court terme

Les placements à court terme sont comptabilisés d'après leur date de règlement, et tous les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations

Les ajouts d'immobilisations sont comptabilisés au coût. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire selon un taux annuel de 33 ⅓ % pour le matériel électronique, le matériel informatique et les logiciels et un taux annuel de 10 % pour le mobilier, les agencements et le matériel. Le matériel de conférence est amorti selon le mode linéaire sur six ans. L'affichage et les améliorations locatives sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Publications

Les publications ne sont pas comptabilisées à titre de stocks. Les coûts sont comptabilisés pour les publications dont la rédaction est en cours. Tous les coûts liés aux publications qui, à la fin de l'exercice, en sont à l'étape de la production sont passés en charges.

Apports en capital reportés

Les apports en capital reportés représentent les fonds reçus aux fins des améliorations locatives des bureaux et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Loyers reportés

Les loyers reportés, composés des commissions de location, des loyers gratuits et des loyers réduits, sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Incertitude relative à l'évaluation

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. Les éléments qui comportent un niveau considérable d'estimations comprennent l'évaluation des placements à court terme, des créditeurs et charges à payer, des apports reportés et de la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Description des fonds

Fonds de fonctionnement
Les montants reçus, utilisés ou détenus par l'Institut à des fins de recherche et d'éducation sont comptabilisés dans le fonds de fonctionnement.

Fonds de dotation
Les fonds de dotation représentent les montants reçus donnés à titre de dotation par un tiers ainsi que tous les revenus de placement désignés comme n'ayant pas été dépensés.

Fonds investis en immobilisations
Dans les fonds investis en immobilisations est comptabilisé le coût des immobilisations engagé par l'Institut, moins l'amortissement cumulé et les apports en capital reportés non amortis.

3. Engagements

L'Institut a conclu un bail visant des locaux situés au 67 Yonge Street, Toronto, en Ontario. Le bail expire le 30 novembre 2024. Les engagements minimaux futurs (excluant les frais d'exploitation) en vertu de ce bail se détaillent comme suit :

	$
2016	85 284
2017	85 284
2018	85 284
2019	87 061
2020 et par la suite	524 141
	867 054

4. Placements

Les placements sont comptabilisés dans les fonds suivants :

			2015	2014
	Fonds de dotation	**Fonds non affectés**	**Total**	Total
	$	**$**	**$**	$
À long terme	**5 279 205**	**14 456**	**5 293 661**	5 239 390
Les placements à long terme sont composés des éléments suivants :				
Titres à revenu fixe			**1 952 201**	1 946 876
Titres de capitaux propres canadiens			**1 724 255**	1 857 770
Titres de capitaux propres américains			**849 605**	769 252
Titres de capitaux propres internationaux			**767 600**	665 492
			5 293 661	5 239 390

5. Immobilisations

			2015	2014
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier, agencements et matériel	**416 242**	**327 359**	**88 883**	76 259
Matériel informatique et logiciels	**607 312**	**550 460**	**56 852**	35 776
Matériel électronique	**67 186**	**61 307**	**5 879**	4 732
Matériel de conférence	**84 874**	**52 688**	**32 186**	11 997
Affichage	**12 289**	**5 311**	**6 978**	5 446
Améliorations locatives	**701 237**	**299 169**	**402 068**	435 656
	1 889 140	**1 296 294**	**592 846**	599 866

6. Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer comprennent un montant de néant (néant en 2014) à l'égard de sommes à remettre à l'État.

7. Fonds investis en immobilisations

Le solde des fonds investis en immobilisations est composé des éléments suivants :

	2015	2014
	$	$
Immobilisations (note 5)	**592 846**	599 866
Apports en capital reportés	**(213 837)**	(237 801)
	379 009	362 065

8. Fonds de dotation

	Roger Phillips	Jack Mintz	Études spéciales	Sylvia Ostry	Politique monétaire	2015 Total	2014 Total
	$	$	$	$	$	$	$
Solde au début de l'exercice	1 132 839	227 939	2 270 083	708 594	886 036	5 225 491	4 821 516
Produits							
Apports reçus	-	-	-	-	50 000	50 000	191 401
Gains (pertes) non réalisé(e)s	(29 765)	(5 989)	(59 636)	(9 194)	(20 457)	(125 041)	147 208
Revenus de placement	74 461	14 982	148 864	48 881	56 087	343 275	322 240
	44 696	8 993	89 228	39 687	85 630	268 234	660 849
Transfert aux apports reportés	(46 039)	(9 263)	(92 245)	(28 972)	(38 001)	(214 520)	(256 874)
Solde à la fin de l'exercice	1 131 496	227 669	2 267 066	719 309	933 665	5 279 205	5 225 491

Le fonds de dotation Roger Phillips a été constitué dans le but de favoriser les échanges en matière de politique sociale. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Jack Mintz a été constitué afin de financer la visite annuelle d'un expert éminent et la tenue d'un séminaire sur l'économie par ce dernier. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié aux études spéciales a été constitué afin de soutenir des projets spéciaux qui, autrement, seraient difficiles à financer au moyen des cotisations annuelles des membres. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Sylvia Ostry a été constitué dans le but d'organiser une conférence annuelle au nom de Sylvia Ostry sur un thème lié à la politique économique internationale à laquelle participera un conférencier de marque. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié à la politique monétaire a été constitué en 2009 afin de soutenir la recherche, la production de publications et des événements permettant de mieux comprendre la politique monétaire canadienne et de fournir des conseils à cet égard. Au cours de l'exercice, des apports additionnels de 50 000 $ (165 000 $ en 2014) ont été reçus. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Au cours de l'exercice, conformément aux souhaits des donateurs, un montant de 214 520 $ (256 874 $ en 2014) a été transféré aux apports reportés aux fins du financement d'activités futures qui auront lieu au cours des exercices 2016 à 2018.

Les fonds de dotation ont été investis dans des placements à long terme (note 4).

9. Régime de retraite

L'Institut est le promoteur d'un régime enregistré d'épargne-retraite collectif à l'intention de ses employés. La responsabilité de l'Institut se limite à verser des cotisations de contrepartie pour l'exercice, et celles-ci se sont élevées à 87 675 $ (73 286 $ en 2014).

L'Institut est le promoteur d'un régime de retraite agréé, et les cotisations pour l'exercice se sont élevées à 35 457 $ (43 062 $ en 2014).

10. Garanties

Dans le cours normal des activités, l'Institut conclut des ententes qui répondent à la définition de garantie. Les principales garanties de l'Institut sont les suivantes :

(a) Dans le cadre d'un contrat de location, l'Institut a pris des engagements d'indemnisation visant l'utilisation d'installations d'exploitation. Selon les modalités de ce contrat, l'Institut a accepté d'indemniser les contreparties pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, toutes les obligations, pertes et poursuites et tous les dommages-intérêts survenant pendant ou après la durée du contrat. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.

(b) Une indemnisation a été accordée à tous les administrateurs et dirigeants de l'Institut pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, tous les coûts de règlement de poursuites ou d'actions en justice occasionnées par leur association avec l'Institut, sous réserve de certaines restrictions. L'Institut a souscrit une assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et les dirigeants afin de réduire le coût de toute poursuite ou action en justice éventuelle future. La durée de l'indemnisation n'est pas définie de façon explicite, mais se limite à la période au cours de laquelle la partie indemnisée a agi à titre de fiduciaire, d'administrateur ou de dirigeant de l'Institut. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.

(c) Dans le cours normal des activités, l'Institut a conclu des ententes qui prévoient l'indemnisation de tiers, notamment des ententes de confidentialité, des lettres de mission qui l'engagent envers des conseillers et des consultants, des contrats d'impartition, des contrats de location, des contrats liés aux technologies de l'information et des contrats de service. Aux termes de ces ententes d'indemnisation, l'Institut peut être tenu d'indemniser des contreparties pour les pertes encourues par celles-ci par suite de manquements à l'égard de déclarations, de violations de la réglementation, de demandes d'indemnisation liées à des litiges ou de sanctions légales imposées aux contreparties par suite de la transaction. Les modalités d'application de ces indemnisations ne sont pas définies de façon explicite, et le montant maximal de tout remboursement éventuel ne peut être raisonnablement estimé.

La nature de ces ententes d'indemnisation empêche l'Institut d'estimer de façon raisonnable l'exposition maximale en raison des difficultés liées à l'évaluation du montant du passif qui découle de l'imprévisibilité des événements futurs et de la couverture illimitée offerte aux contreparties. Par le passé, l'Institut n'a pas effectué de paiements considérables en vertu de ces ententes d'indemnisation ou d'ententes similaires; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers relativement à ces ententes.

11. Gestion du risque

L'Institut se conforme à un énoncé des politiques de placement, qui comprend les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les directives en matière de gestion de ses placements.

11. Gestion du risque (suite)

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des prix du marché, que celles-ci résultent de facteurs propres au placement en question ou de facteurs touchant tous les titres négociés sur le marché. Dans le but d'atténuer ce risque, l'Institut investit dans un portefeuille de placements diversifiés conformément à sa politique de placement.

Risque de taux d'intérêt

L'Institut est exposé au risque de taux d'intérêt découlant de ses placements à long terme. Les variations du taux d'intérêt préférentiel peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les produits d'intérêts de l'Institut. Une telle exposition augmentera en conséquence si l'Institut maintient un niveau d'investissement à long terme plus élevé dans l'avenir.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation et cause à l'autre partie une perte financière. La politique en matière de placement de l'Institut fournit une définition des placements autorisés et prévoit des directives et des restrictions en ce qui a trait aux placements acceptables, ce qui réduit le risque de crédit.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue par suite des variations des taux de change. L'Institut investit dans des titres non canadiens et, par conséquent, il est directement exposé au risque de change, étant donné que la valeur des titres libellés en devises fluctuera en raison des variations des taux de change.

12. Montants comparatifs

Les montants suivants, présentés en 2014, ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de l'exercice considéré :

	Montant présenté initialement	**Montant retraité**
	$	**$**
Revenus de placement – gains réalisés	(6 842)	**(36 409)**
Frais de recherche, d'administration et charges relatives aux projets	4 141 564	**4 171 131**
	4 134 722	**4 134 722**

Devenez membre

Votre adhésion constitue un investissement philanthropique dans des travaux de recherche visant à faire progresser les systèmes, les structures et les politiques qui soutiennent nos entreprises et à améliorer le bien-être économique et social de tous les Canadiens. L'appui que vous fournissez à cet effort est d'une grande importance pour l'Institut.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'adhésion à l'Institut, veuillez prendre contact avec : Stéphane Paris au 416 865-1904, poste 0238, ou à SParis@cdhowe.org

Appuyez l'Institut

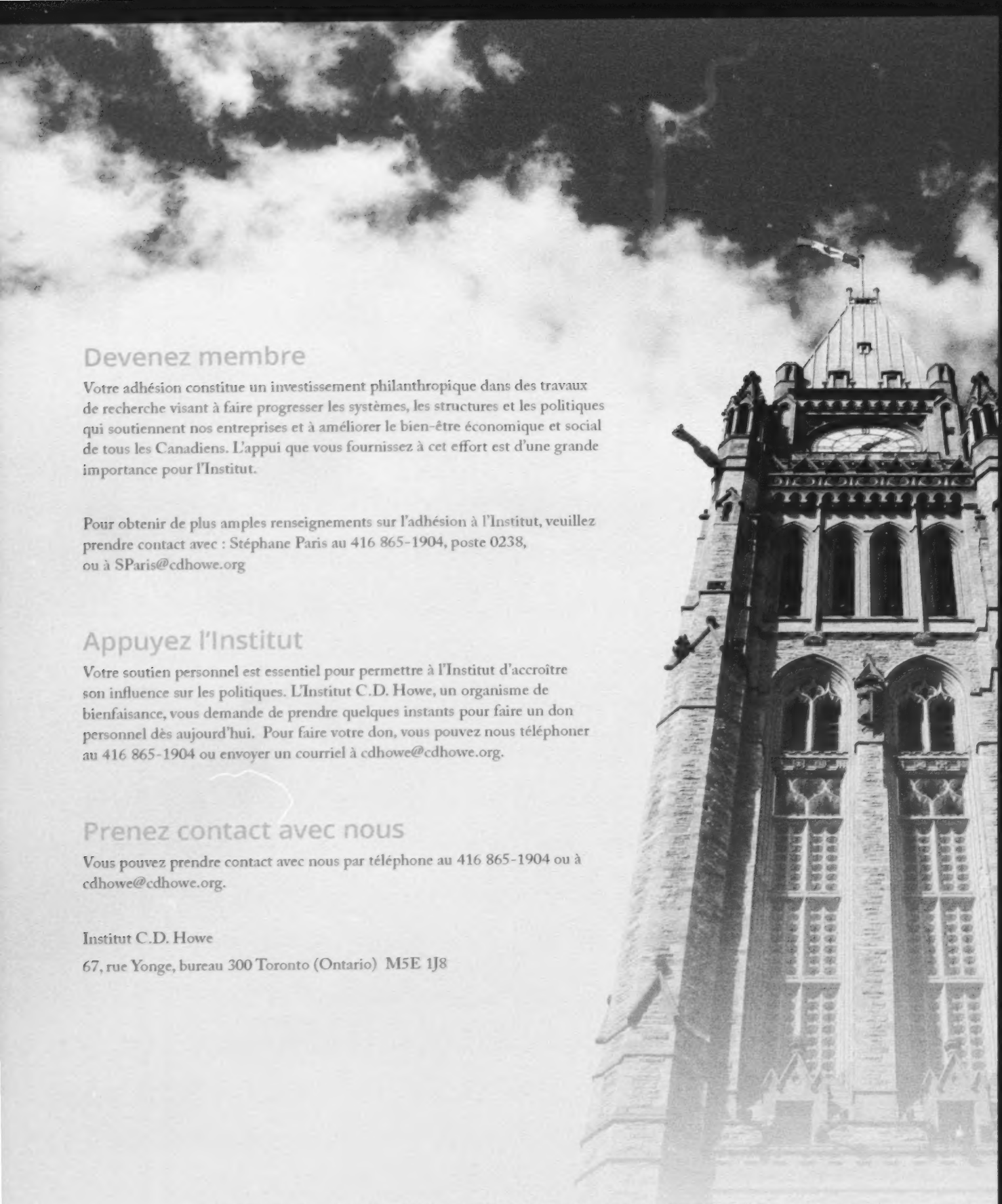
Votre soutien personnel est essentiel pour permettre à l'Institut d'accroître son influence sur les politiques. L'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance, vous demande de prendre quelques instants pour faire un don personnel dès aujourd'hui. Pour faire votre don, vous pouvez nous téléphoner au 416 865-1904 ou envoyer un courriel à cdhowe@cdhowe.org.

Prenez contact avec nous

Vous pouvez prendre contact avec nous par téléphone au 416 865-1904 ou à cdhowe@cdhowe.org.

Institut C.D. Howe

67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8



Crédits: Directeurs des communications Alex McBrien et Kyle Murphy; Conception de Yang Zhao

WWW.CDHOWE.ORG

Institut C.D. Howe, 67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8